

Approche PAX

au sein du projet Pamoja Inawezekana





Colophon

Un projet du « Consortium for the Integrated Stabilization and Peace in Eastern Congo » (CISPE),
Financé par l'ambassade du Royaume des Pays Bas
dans le cadre du STAREC autour des piliers
Dialogue Démocratique & Restauration de l'Autorité de l'Etat
Novembre 2015 - Avril 2019
Avec comme partenaires de mis en œuvre
CDJP Mahagi-Nioka - FoMI - Justice Plus

Photo couverture: Discussion au sein des structures de base à Nyankunde

Plan sommaire

Plan sommaire	3
Abreviations	8
1. Introduction	9
Contexte	9
Consortium	9
La zone d'intervention	10
Bénéficiaires	10
Attributions de PAX	10
Partenaires de mise en œuvre	11
2. Etude sur le besoin	12
Contexte et Objectif	12
Résultat	12
3. Redynamisation des structures communautaires	14
Contexte et Objectif	14
Activités et Résultats	15
4. Dialogue Democratique	17
Contexte et Objectif	17
A. Niveau intercommunautaire	17
1. Consultations communautaires	17
2. Barza Communautaires	17
3. Tables Rondes	18
B. Niveau intracommunautaire	19
1. Médiations des conflits	19
2. Réunions débats communautaires sur la sensibilité au genre	19
3. Sensibilisation communautaire sur la cohabitation pacifique et la participation citoyenne	19
4. Accompagnement de chefs de chefferies/secteurs dans la gestion des conflits	20
5. Monitoring des incidents sécuritaires	21
1. Visite d'échange	21
2. Formation en SDR	22
3. Recyclage en SDR	22
6. Plaidoyer par les structures communautaires	23

7. Etudes	26
1. Etude sur les jeunes	26
2. Etude sur les conflits fonciers en Ituri	28
3. Etude sur les réfugiés	30
4. Etude sur les causes du cycle des conflits dans Djugu	32
5. Etude sur les structures communautaires de paix et sécurité	33
8. Remerciements	35
9. Annexes	36
10. Liste des documents produits	54



Restitution de la recherche « Pays des Trois Collines » à Ariwara



Atelier de planification PAX Bunia et ses partenaires d'implémentation



Bureau PAX Bunia



Rencontre avec les Bambuti de Idohu



Femmes d'Irumu dans un débat sur le genre



Visite des bénéficiaires dans l'atelier genre de CISPE à Nyankunde



Visite en famille chez notre chauffeur Jordaens



En route dans la saison des pluies

Abreviations

AMAB	Association des Mamans anti Bwaki
ASSODIP	Association pour le Développement des Initiatives Paysannes
ATAMOI	Association des Taximan Motos de l'Ituri
CDJP	Commission Diocésaine de Justice et Paix
CdS	Comité de Sécurité
CISPE	Consortium pour la stabilisation et la paix intégrée à l'Est de République Démocratique du Congo
CLPD	Comité Local de Paix et de Développement
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CPDG	Comité de Paix et de développement du Groupement
CPJI	Conseil Provincial de la Jeunesse de l'Ituri
FARDC	Forces armées de la République Démocratique du Congo
FOMI	Forum des Mamans de l'Ituri
FRPI	Front de Résistance patriotique de l'Ituri
GB	Giga Bite
HP	Hewlett- Packard
HURICAP	Human Rights Capacity Building Programme
ILP	Initiative Locale de Paix
ILSC	Initiative Locale de sécurité Communautaire
ISSSS/ I4S	Stratégie Internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation de l'Est de la RDC
JP	Justice Plus
LIBARU	Lisanga ya Bana Aru
NPM	Noyau Pacifiste des Mamans
OIM	Organisation Internationale des Migrations
PAMA	Programme Amkeni wa mama
PMO	Partenaire de Mise en Œuvre
PNC	Police nationale Congolaise
RHA	Réseau Haki na Amani
SDR	Surveillance, Documentation, Rapportage
SPLA	South Sudanese People's Liberation Army
STAREC	Programme gouvernemental de Stabilisation et Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés
UFAREP	Union des Familles pour la Recherche de la Paix
UNADI	Union des Associations culturelles pour le Développement de l'Ituri
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
VNGI	International Cooperation Agency of the Association of Netherlands Municipalities

1. Introduction

Contexte

La partie Est de la République démocratique du Congo (RDC) a été durant plus de deux décennies le bastion de conflits provoquant des violences, de déplacement de milliers de personnes, des violations des droits de l'homme et la désintégration du tissu socio-économique. A cela s'est ajouté le disfonctionnement de l'appareil Etatique qui a favorisé une insécurité récurrente.

La Province de l'Ituri est la région de l'Est de la RD Congo qui a été la plus touchée par ces conflits qui ont laissé des séquelles de diverses formes. Les interventions en réponse à ces problèmes chroniques ont été souvent abordées comme linéaires et séquentielles. Alors que "la stabilisation est un processus intégré, holistique, mais ciblé, permettant à l'Etat et à la société de mettre en place une responsabilisation mutuelle, ainsi que l'aptitude à traiter et atténuer les vecteurs existants ou émergents, créant ainsi des conditions propices à une meilleure gouvernance et au développement à long terme".

La stabilisation n'est donc pas fonction de la présence physique de l'Etat en soi, mais plutôt la fonction d'un appareil de l'Etat sensible aux besoins de la population et de ses communautés. Ce qui repositionne la population et ses communautés en tant qu'agents de stabilisation et de paix.

Consortium

Pour ce faire, dans le cadre de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) en appui au programme STAREC du Gouvernement de la RD Congo, un consortium a été mis en place : c'est le « Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix à l'Est de la République Démocratique du Congo » (CISPE) constitué de OIM, Cordaid, PAX et VNG-International. En soutient aux initiatives des institutions gouvernementales, le consortium met en œuvre un projet dénommé « Pamoja Inawezekana/Ensemble c'est possible » en utilisant une approche commune (consortium) qui traite directement les moteurs identifiés de conflit.

L'objectif global du Consortium est de contribuer à l'amélioration de la sécurité et la stabilisation globale des zones d'intervention. Cet objectif est appuyé par les objectifs spécifiques suivants, chacun en lien avec un pilier de la stratégie I4S.

1. **L'objectif inscrit dans le Pilier I** (Pilier Dialogue Démocratique) est de contribuer à l'amélioration de la sécurité, de la stabilisation et de la cohésion sociale par la promotion d'un dialogue basé sur les mécanismes de résolution des conflits inclusifs ;
2. **L'objectif inscrit dans le Pilier II** (Pilier Restauration de l'Autorité d'Etat) est de contribuer à l'amélioration des relations entre l'Etat et la communauté grâce à l'amélioration des performances des services de sécurité et de la perception des services offerts au sein des communautés.

Le projet PAMOJA INAWEZEKANA a été financé par le Royaume du Pays Bas, à la hauteur de Douze millions quatre cents quatre vingt huit milles euros (€ 12 428 000), pour une durée de 42 mois à partir du 01 Novembre 2015 jusqu'au 30 Avril 2019.

La zone d'intervention

Le consortium exécute des activités dans les Provinces du Nord Kivu et de l'Ituri. En Ituri le projet couvre les Territoires d'Aru, Mahagi, Irumu et Djugu, identifiés conjointement par I4S et STAREC comme des zones prioritaires.

Ainsi, considérant la grandeur de l'espace géographique à couvrir par rapport à l'enveloppe alloué et au temps imparti, les parties prenantes à la stabilisation : « *Gouvernement Provincial, Starec et le consortium* », se sont mis d'accord sur la couverture de deux chefferies/Secteurs par Territoire. Les chefferies/Secteurs ciblés sont : Walesse Vonkutu et Andisoma dans **Irumu**; Walendu Tatsi et Walendu Pitsi dans **Djugu**; Walendu Watsi et Warpalara dans **Mahagi**; Zaki et Kakwa dans **Aru**.

Après les troubles survenus dans le Territoire de **Djugu** au mois de Mars 2018, PAX s'était vue dans l'obligation d'encadrer aussi les structures des six autres chefferies/Secteurs qui ont été touchés dans le Territoire. Il s'agit de : Mambisa, Walendu Djatsi, Bahema Baguru, Bahema Banywagi, Bahema Nord et Bahema Badjere.

Bénéficiaires

Le projet était exécuté au bénéfice :

1. Des acteurs étatiques de sécurité (la Police Nationale Congolaise (PNC), Justice, Administration locale) ;
2. Des structures communautaires : Initiatives Locales de Paix (ILP) ; Noyaux Pacifistes des Mamans (NPM) ; Initiatives Locales de Sécurités Communautaires (ILSC) ; Conseil de Sécurité (CdS) ;
3. Des communautés.

Attributions de PAX

De ce fait, pour contribuer à l'atteinte des objectifs du projet PAMOJA INAWEZEKANA, PAX avait été chargée :

- ◆ D'encadrer les structures communautaires de sécurité : 234 ILP, NPM, ILSC ;
- ◆ D'initier et encadrer un monitoring sécuritaire permanent par les structures précitées;
- ◆ Des coacher les structures dans les techniques d'adresser des questions de plaidoyer ;
- ◆ D'organiser des dialogues communautaires inclusifs et participatifs ;
- ◆ D'encadrer conjointement avec VNG I, les chefs des chefferies et Secteurs dans les Zones cibles ;

Partenaires de mise en œuvre

Pour y arriver, PAX avait recruté quatre partenaires de mise en œuvre. Il s'agit de : La Commission Diocésaine Justice et Paix de la Caritas Développement Mahagi- Nioka (**CDJP**), pour couvrir les Territoires de Mahagi et Aru ; et le Réseau Haki na Amani (**RHA**) pour couvrir le Territoires d'Irumu ; Le Forum des mamans de l'Ituri (**FOMI**) pour couvrir le Territoires de Djugu et Justice plus (**JP**) pour des questions liées aux droits, aux lois et aux dialogues.

2. Etude sur le besoin

(Lien avec le cadre de résultats : Résultat 3.1 ; Produit 3.1.1 ; CISPE 3.1.1_i ; Activités 3.1.1.1 ; 3.1.1.2 ; 3.1.1.3 ; 3.1.1.4)

Contexte et Objectif

En 2014, dans le cadre de l'opérationnalisation de la deuxième phase du STAREC/ISSSS, une évaluation de besoin et analyse des conflits avait été effectués par PAX dans les Territoires d'Aru, de Mahagi, de Djugu et d'Irumu en province de l'Ituri. Ce travail a permis d'avoir une connaissance approfondie de la zone d'intervention ; de comprendre les conflits qui s'y trouvent et de dégager les besoins prioritaires en matière de sécurité communautaire.

Ainsi, deux ans après, une étude était impérative pour évaluer le niveau de changement des besoins de la communauté en matière de sécurité et de paix tel qu'identifié en 2014. Le rapport de cette étude a été intitulé : « *Acteurs de sécurité ou d'insécurité ?* » ; mais aussi l'étude visait à comprendre les attentes de la population vis-à-vis des services étatiques de sécurité, afin de permettre à CISPE/PAX de constituer les données de référence pour la mise en œuvre du projet Pamoja Inawezekana.

Résultat

Un rapport de l'étude a été produit. Il contenait les données en termes des besoins des communautés et le changement enregistré par rapport à l'étude des besoins de 2014. Ce rapport avait révélé plusieurs problèmes en termes de besoins dans les communautés. Il avait révélé aussi que bon nombre de structures communautaires s'étaient affaiblies suite à diverses raisons de façon qu'elles n'étaient plus efficaces comme avant et d'autres même avaient disparu alors qu'elles servaient de pont et de sapeur-pompier entre les communautés.

Pour CISPE en général et PAX en particulier, ces structures étaient très importantes parce qu'elles devaient servir de plate-forme pivotante de l'action du projet. D'où le besoin de les redynamiser pour les amener à assumer efficacement leur rôle dans les communautés.

Acteurs de sécurité ou d'insécurité?

Rapport de l'étude de base effectuée en Ituri



3. Redynamisation des structures communautaires

(Lien avec le cadre de résultats : Résultat 1.1 ; Produit 1.1. ; CISPE 1.2.1_j ; Activités 1.1.1.7)

Contexte et Objectif

Les structures communautaires de sécurité : les ILP, les NPM, ont été créées depuis 2004 par le Réseau Haki na Amani avec l'Appui de PAX dans les Territoires de Djugu et Irumu, embrasés à l'époque par des conflits interethniques, pour répondre tant soit peu aux défis sécuritaires dans les communautés et renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés.

Alors que les ILSC ont été créées par la CDJP pour barrer la route à la contamination des conflits ethniques dans les Territoires de Mahagi et Aru qui n'avaient pas encore connus ce fléau. *(Dans le Territoire de Mambasa, il existe aussi des structures du même genre appelées CLE, elles sont encadrées et utilisées par l'organisation ACIAR dans un projet similaire du programme Starec/Ituri).*

Elles devaient jouer les rôles : de monitoring et dénonciation des incidents sécuritaires, de la médiation des conflits, de la sensibilisation à la cohabitation pacifique et à la cohésion sociale ; de la mobilisation communautaire, d'offrir un espace de dialogue et de concertation entre les différentes parties aux conflits et enfin jouer le rôle d'interface entre la communauté et les autorités locales dans la recherche d'une paix durable. Cependant, vu que la plus part des Chefferies et Secteurs en Ituri sont identifiés aux communautés et portent même les noms des communautés ou de leurs chefs coutumiers, par exemple Walendu Tatsi, Bahema Nord,... ; en 2010, ces structures ont été regroupées en Coordinations dans les Chefferies et Secteurs des Territoires de Djugu et Irumu et en Fédérations dans les Chefferies et Secteurs des Territoires de Mahagi et Aru, afin de rassembler les ethnies et d'œuvrer ensemble pour la paix. Ces coordinations ne devaient pas suivre la configuration administrative des entités. En revanche, elles devaient aller au-delà des entités ou mieux recouper les entités.

La redynamisation a été faite en quatre étapes :

- ◆ Un état de lieu dans les structures communautaires ;
- ◆ Une restructuration en remplaçant les absents et les inefficaces ;
- ◆ Un renforcement des capacités dans les domaines de leurs rôles ;

- ◆ Un appui matériel.

Activités et Résultats

- ◆ Un état de lieu a été faites et a permis d'établir une liste des causes de l'affaiblissement des structures communautaires de sécurité ;
- ◆ Les 234 structures ont été réaménagées en remplaçants ci-possible les membres absents selon les choix des membres des communautés ;
- ◆ Une cartographie des structures communautaires de sécurité actives dans les zones ciblées en Province de l'Ituri a été établie ;
- ◆ Un renforcement des capacités pour les remémorer de leur rôle a été faites et les a réactivé en connaissance ;
- ◆ Une série des mesures d'autonomisation a été proposée par les membres des structures pour ne plus tomber encore dans l'affaiblissement. Il s'agit entre autre :
 - ◆ De l'engagement au travail bénévole avec motivation de servir la communauté ;
 - ◆ L'intégration du chef du village ou groupement selon le cas comme conseiller principal de la structure ;
 - ◆ L'Engagement à référer les rapports des travaux aux chefs des chefferies/ secteurs et comités de sécurités à chaque niveau, et non seulement aux partenaires Techniques et Financiers ;
 - ◆ Le remplacement immédiat après constat de tous les membres de la structure, d'un membre inactif ou absent suite au changement de milieu, maladie, mort,...

VNG International réunit les fonctionnaires, la police, le personnel de la justice et la société civile pour les aider à identifier régulièrement les problèmes de sécurité et à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action conjoints pour améliorer la sécurité.

Cordaid soutient les fonctionnaires, la police et le système judiciaire en utilisant une approche de Financement Basé sur les Résultats. Cette incitation financière combinée à la formation et au coaching contribue à l'amélioration de leurs performances ainsi qu'à une sécurité et justice améliorées pour les communautés locales.

Pamoja Inawezekana peut être considérée comme un succès si le gouvernement améliore ses niveaux de prestation de services dans les domaines de la sécurité et de la justice, et si l'appréciation des citoyens pour les services fournis a augmenté.



COMMENT NOUS CONTACTER?

PAX
Daniel Nsekuye Makombe
Tel : +243 (0) 81 174 0002
+243 (0) 99 885 8141
makombe@paxforpeace.nl

Cordaid
Olivier Chibasimba
Tel : +243 (0) 97 200 1625
+243 (0) 99 404 0063
olivier.rukomeza@cordaid.org

VNG International
Thierry Kambere Katsongo
Tel : +243 (0) 99 867 3125
+243 (0) 82 757 7075
thierry.kambere.katsongo@cispse.nl

Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Xavier Oleiro Ogando
xoleiro@iom.int

Ensemble c'est possible!



Ili kuunda jamii ya kibinadamu ya uhakika katika Jamhuri ya Kidemokrasia ya Kongo, ni muhimu ili kuboresha uwasiliano kati ya serikali na wananchi wake.

Mashariki ya Jamhuri ya Kidemokrasia ya Kongo inakumbwa na aina ya migogoro na mizozo. Haja ya kujenga miundo ya kidemokrasia na kurejesha jukumu ya serikali ya Kongo ni wa haraka. Kuemelewa ya wananchi mbele ya maamuzi juu ya usalama wao lazima iborehwe.

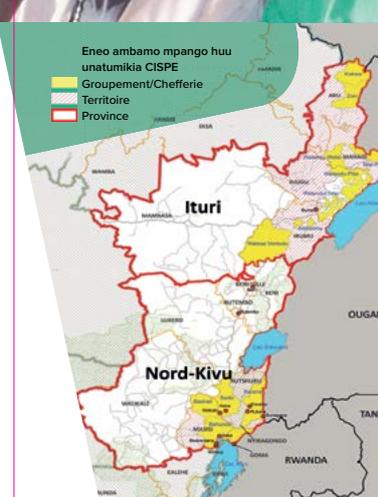
IOM, Cordaid, PAX na VNG International wanatoa msaada wao. Wao wanatumika pamoja katika mikoa ya Ituri na Kivu ya Kaskazini katika mpango kutwa "Pamoja Inawezekana". Mpango huu ni kufadhiliwa na Uholanzi (Pays-Bas).

Mpango unatekelezwa katika maeneo ya:

- Aru, Mahagi, Djugu na Irumu katika mkoa la Ituri, katika maeneo 8 ya machifu: Kakwa, Zaki Walendu Watsi, War Palara, Walendu Pitsi Walendu Tatsi Andisoma na Walese Vonkutu; na
- Nyiragongo, Rutsuhuru na Masisi katika mkoa wa Kivu Kaskazini, katika mikowa kumi na mbili: Bashali Mokoto, Bashali Kaembe, Mupfuni-Shanga, Banyungu, Kibumba, Buhumba, Binza Gisigari, Ufamandu I, Bishusha na Mutanda.



Mpango inatumika iki shirikiana na STAREC (Programme gouvernemental de Stabilisation et Reconstruction de l'Est de la RDC) na I4S, shirika anayewakilisha wafadhili ambazo inasaidiwa serikali za mitaa katika juhudi zao za kuleta utulivu katika eneo.



Malengo ya mpango ni hizi:

- Kuongeza uaminifu kati ya wananchi na jamii, kwa upande mmoja, na polisi, mahakama na maafisa kwa upande mwingine.
- Kuimarisha uwasiliano bora kati ya serikali na watu na kuhimiza majadiliano ya kidemokrasia na maelewano.
- Kupunguza idadi ya wanao sababisha migogoro.

Vikundi vya Kijamii zilianzishwa na/au kuimarishwa.

- Katika Ituri PAX inatumika na Vikundi vya Amani 234 zinayoitwa kwa kifaransa "Initiatives Locales de Paix" (ILP) na "Noyaux Pacifistes des Mamans" (NPM) katika Djugu na Irumu na "Initiatives Locales de Sécurité Communautaires" (ILSC) katika Aru na Mahagi.
- Katika Kivu Kaskazini, IOM inasaidia "Cellules Provinciales d'Appui à la Pacification" (CPAP) 12.

4. Dialogue démocratique

Contexte et Objectif

Dans l'exécution du projet, PAX était appelée à travailler plus dans le Pilier Dialogue Démocratique. Dans ce cadre, elle était plus orientée vers les communautés. Comme l'étude sur le besoin avait renseigné des conflits dans tous les territoires couverts par le projet, PAX pour contribuer à la résolution de ces conflits, fut de comprendre que le dialogue est un processus s'était assigné pour objectif, de contribuer à la relance des dialogues entre communautés afin de prévenir, réduire et transformer les risques d'escalade du conflit entre communautés. Cette approche de dialogue inclusif et participatif permettrait d'adresser les moteurs des conflits afin de les résoudre tout en promouvant une paix durable ainsi que la cohabitation pacifique. Ceci a beaucoup contribué à la gestion des conflits saillants existants au sein des communautés; et a renforcé l'engagement des autorités locales et des acteurs non étatiques dans la prévention des violences. Présentement, les communautés ont adopté et utilisent la transformation des conflits par le dialogue comme méthode privilégiée.

De ce qui précède, le dialogue communautaire a été fait à deux niveaux : au niveau Intercommunautaire (Consultations communautaires, Barza communautaires et Tables rondes communautaires) et au niveau intracommunautaire (Les médiations des conflits avec les structures communautaires).

A. Niveau intercommunautaire

(Lien avec le cadre de résultats : Résultat 1.1 ; Produit 1.1. ; CISPE 1.2.1_i ; Activités 1.1.1.9 ; 1.1.1.12)

1. CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES

Il a été question ici de consulter toutes les couches sociales (les autorités administratives locales, les leaders d'opinion, les élus, les associations des femmes, des jeunes...) dans les villages comme dans les villes, afin d'identifier les parties impliquées dans la dynamique des conflits et qui peuvent apporter leurs contributions dans la gestion des conflits.

RÉSULTATS

Ces consultations nous ont permis de dégager les intérêts, les positions, les besoins des parties aux conflits; mais aussi d'avoir d'eux, des propositions des voies de sorties aux problèmes posés.

2. BARZA COMMUNAUTAIRES

Les Barza communautaires ont été organisés dans les Chefferies/Secteurs ciblées par le projet Pamoja Inawezekana, en vue de valider les différentes données collectées dans les consultations, relatives aux problématiques identifiées. La tenue des Barza communautaires dans les huit

Chefferies/secteurs avait été une opportunité pour procéder à la sensibilisation des communautés sur différents thèmes notamment par la projection de cinéma mobiles en synergie avec Cordaid, qui est un membre du consortium CISPE spécialisé et équipé sur l'utilisation de cet outil. Car dans les consultations il avait été constaté qu'il y a d'autres conflits qui naissent suite à l'ignorance.

Cet outil (cinéma mobile) a eu beaucoup d'impact dans les communautés, d'autant plus qu'il a touché certains faits que les communautés vivent notamment les violences sexuelles et celles basées sur le genre, les conflits fonciers etc.

RÉSULTATS

Les Barza communautaires ont permis de :

- ◆ Identifier et qualifier les conflits ;
- ◆ Examiner les causes profondes des conflits ;
- ◆ Récueillir les bonnes pratiques pouvant aboutir à la gestion durable des conflits ;
- ◆ Concevoir des résolutions visant à la transformation des conflits.

3. TABLES RONDES

Les tables rondes ont été organisées à deux niveaux :

- **Les tables rondes au niveau des quatre Territoires**

Elles ont été organisées à Ariwara (Aru), à Mahagi (Mahagi), à Fataki (Djugu) et à Komanda (Irumu). Les chefs des chefferies, les autorités politico administratives bénéficiaires des interventions de CISPE ont été conviés à participer afin de *valider les grandes résolutions prises issues des Barza communautaires* et de *s'engager pour leur mise en application* en présence des autorités provinciales et d'autres partenaires qui interviennent dans ce domaine en Ituri.

- **La table ronde au niveau Provincial**

Etant donné que le dialogue est un cycle nécessitant une certaine dynamique et l'engagement des différentes parties, il a été opportun d'organiser à la fin du processus une table ronde au niveau Provincial à Bunia au mois de décembre 2018, en vue de capitaliser les acquis des différentes interventions. Sous le patronage du Gouverneur de la province de l'Ituri, cette rencontre a permis aux autorités de s'approprier les différentes recommandations et de capitaliser les acquis du processus du dialogue qui venait de s'achever.

RÉSULTATS

Voir tableau de présentation des résultats en annexe 1.

B. Niveau intracommunautaire

(Lien avec le cadre de résultats : Résultat 1.1 ; Produit 1.1. ; CISPE 1.2.1_i ; Activités 1.1.1.7 ; Produit 3.1.2 ; CISPE 3.1.2_j ; Activités 3.1.1.2 ; 3.1.1.3 ; 3.1.1.4 ; Résultat 3.1 ; Produit 3.1.2 ; Activités 3.1.2.1)

1. MÉDIATIONS DES CONFLITS

Dans l'approche dialogue au niveau de la communauté, PAX a utilisée les structures communautaires ILP, NPM, ILSC afin qu'elles jouent la médiation, pour contribuer à amener les membres de la communauté parties à un conflit, à se mettre autour d'une table afin de trouver une solution à l'amiable. Cette démarche a produit des fruits, car à présent les membres des communautés se sentent à l'aise de recourir à la médiation des structures au lieu de la violence ou la justice populaire comme avant.

RÉSULTATS

Voir tableau de présentation des résultats en annexe 2.

2. RÉUNIONS DÉBATS COMMUNAUTAIRES SUR LA SENSIBILITÉ AU GENRE

Aux seins des entités couvertes par le projet, la participation égale homme-femme demeure encore un casse-tête, qui constitue un défi pour tous acteurs sociaux.

En République Démocratique du Congo, les femmes représentent environ 52 % de la population totale et 54% de la population active. En milieu rural, elle assure large part des travaux d'exploitation agricole, tandis qu'en milieu urbain, elle assure la survie quotidienne dans la majorité des foyers à travers de diverses activités génératrices des revenus dans les secteurs informelles.

Ainsi, PAX a pris soins d'initier des activités ayant train à l'intégration du genre dans le vécu quotidien des communautés. Cela était effectué sous forme des débats, pour amener les participants à une compréhension élémentaire et vulgaire du concept genre aussi bien chez les hommes que chez les femmes, étant donné que les uns le prennent pour une approche compétitive et les autres pour une rébellion. Pourtant, il s'agit d'un changement positif de comportement pour offrir des opportunités égales à tous les sexes.

Ces réunions-débats ont permis de recenser les différences et les inégalités entre les hommes et les femmes concernant les activités, la situation, les besoins, l'accès aux ressources, l'accès aux bénéfices du développement, des décisions. Mais aussi, elles ont permis de découvrir des potentialités dans les communautés qui étaient asphyxiées. Encore que ceux là (hommes et ou femmes) qui ne pouvaient pas s'exprimer dans les groupes, ont appris à prendre la parole en publique, ceci les a donné confiance à eux-mêmes, et a poussé même à la prise en compte des leurs opinions dans les rencontres communautaires.

RÉSULTATS

Voir Tableau de présentation des résultats en annexe 1.

3. SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRE SUR LA COHABITATION PACIFIQUE ET LA PARTICIPATION CITOYENNE

De nos jours, la paix et le développement social, économique, culturel ne sont plus l'apanage d'un individu ou d'un groupe des personnes. Ils ne sont pas non plus le monopole des gouvernants. De plus en plus, ils sont devenus une œuvre des communautés en concertation avec les gouvernants et d'autres intervenants sur terrain. Le point de départ c'est l'acceptation mutuelle dans les

communautés et l'engagement de tous membres des communautés à conjuguer ensemble.

C'est avec cette motivation que PAX dans le cadre du projet Pamoja Inawezekana, s'était lancée sur terrain pour sensibiliser les communautés à la cohabitation pacifique sachant que la séparation est impossible. Les communautés sont obligées de vivre ensemble, car ne l'ayant pas choisi dès le départ.

RÉSULTATS

Voir tableau de présentation des résultats en annexe 1 et 3.

4. ACCOMPAGNEMENT DE CHEFS DE CHEFFERIES/SECTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS

(Lien avec le cadre de résultats : Résultat 2.1 ; Produit 2.1.2 ; CISPE 1.2.1_i ; Activités 2.1.2.1)

En janvier 2017, une étude sur les conflits fonciers en Ituri avait été menée par Justice Plus avec l'appui financier de Pax. De cette étude, une cartographie des conflits a été élaborée en vue de permettre aux acteurs locaux notamment les chefs des chefferies et secteurs de pouvoir les aborder de manière approfondie et éventuellement trouver des solutions.

Il était alors impérieux d'appuyer les chefs des chefferies et secteurs en les dotant des capacités pour les amener à être à la hauteur de leur tâche. Cet appui des chefs des chefferies/secteurs dans la gestion des conflits avait été motivée par le fait que :

- ◆ Il avait été constaté que certains chefs accusaient des insuffisances en matière de gestion des conflits, et d'autres même étaient parties aux conflits et ou créaient des conflits dans le processus des gestions d'autres conflits ;
- ◆ La gestion des conflits devrait intégrer la participation des communautés afin de consolider la cohabitation pacifique ;
- ◆ Il y a certains conflits qui avaient été identifiés mais non résolus au niveau local, avec comme conséquence l'instabilité dans les zones d'interventions du projet, alors que les chefs de chefferie/secteur étaient à mesure d'apporter les réponses satisfaisantes ;
- ◆ Les chefs des chefferies/secteurs ont la maîtrise de la situation de leur ressort, et maîtrisent la dynamique des conflits qu'ils gèrent au quotidien ; d'où il faudrait compter sur leurs expériences.

C'est dans ce cadre que l'organisation VNG-I a initié en décembre 2017 un renforcement des capacités aux chefs sur le leadership cohésif sensible aux conflits. Ayant acquis des connaissances théoriques, il fallait un suivi sous forme de coaching afin de les amener à bien assimiler les différents principes acquis. C'est dans cette optique que PAX a mis les moyens pour accompagner par Justice-Plus, les autorités coutumières. Cela a pu contribuer aussi à l'amélioration de la confiance entre les communautés et leurs chefs dans la résolution inclusive des conflits.

RÉSULTATS

Voir tableau de présentation des résultats en annexe 4 et 5.

5. Monitoring des incidents sécuritaires

(Lien avec le cadre de résultats : Résultat 1.1 ; Produit 1.1. ; CISPE 1.2.1_j ; Activités 1.1.1.9 ; 1.1.1.12)

Dans le consortium, PAX avait entre autre le rôle de redynamiser les structures communautaires de sécurités qui existaient, pour les rendre capables de faire la surveillance de la situation sécuritaire en collectant les données sur la sécurité de leur zone, et ainsi alimenter les conseils de sécurité élargis qui devraient en principe répondre aux préoccupations sécuritaires.

C'est dans ce cadre que PAX connaissant l'expertise d'Amnesty International en monitoring des violations des droits humains, a sollicité son appui pour renforcer les capacités des membres de ces structures, afin de les équiper des méthodes, principes et pratiques du monitoring professionnelle (de la **S**urveillance, **D**ocumentation et **R**apportage SDR en sigle) des incidents sécuritaires; Ce qui a été fait en trois étapes : une visite d'échange au Nord Kivu (1) ; une formation en SDR et du logiciel Martus (2) ; un recyclage après une année.

1. Visite d'échange

Au mois de Février 2017, une Visite d'échange sur le monitoring des violations des droits humains a été faites en Province du Nord Kivu. Cette visite de avait pour objectifs l'échange d'expériences et des bonnes pratiques en monitoring de violations des droits humains, entre les organisations partenaires de Amnesty Internationale (UFAREP et ASSODIP) œuvrant au Nord Kivu et celles de PAX (RHA, Justice Plus, FOMI et CDJP) œuvrant en Ituri.

En Général, la visite avait été très enrichissante et avait été une occasion de prendre connaissance des notions nouvelles sur les violations de droits humains. Elle avait aussi permis de comprendre le rapprochement et les démarcations des violations des droits humains et les incidents sécuritaires. Après la visite, il a fallu passer à la formation, en adaptant les techniques de monitoring de violations de droits humains au monitoring des incidents sécuritaires qui est le domaine d'intervention de CISPE.

2. Formation en SDR

Au mois d'Avril 2017 à Bunia, PAX et ses partenaires ont bénéficié d'une formation sur le SDR. Sur ce, considérant les techniques de formation propre au département de formation d'Amnesty (HURICAP : Human Rights Capacity Building Program) et l'étendue de la province d'Ituri à couvrir, il a été procédé d'abord à la formation des formateurs, qui à leurs tours sont allés former les membres des structures communautaires de sécurité (moniteurs) dans quatre sites : à Komanda pour les structures communautaires des chefferies du Territoire d'Irumu, à Drodro pour Djugu, à Ugonjo pour Mahagi et à Auzi pour Aru.

Cette formation a été complétée par des connaissances sur l'utilisation d'un logiciel de conservation de la base des données, appelé « Martus ». Bien que la matière fût nouvelle et hautement technique, elle a aidé les membres des structures à être capable de transmettre les données de manière professionnelle. Au mois de Juin 2017, après la formation, un équipement composé de 25 téléphones Android et de quatre Laptop HP d'une capacité de 500 Gb et de 4Gb de mémoire Ram, a été mise à la disposition des moniteurs pour le SDR et des partenaires de mise en œuvre pour les bases des données.

Notez qu'avec l'ajout des six Chefferies/Secteurs dans le Territoire de Djugu, au mois d'octobre 2018, un autre lot de 18 téléphones a été mis à la disposition des moniteurs pour le SDR dans les nouvelles entités.

Cet équipement devait aider les moniteurs à produire un rapport chaque mois à partager avec les comités de sécurités à tous les niveaux afin d'évaluer l'efficacité des plans locaux de sécurité pour leurs mise à jour au cas où il y a des omissions, et aider la police à prévenir les incidents et les instances de la Justice à sanctionner les auteurs.

3. Recyclage en SDR

Après environ une année de pratique du SDR, il s'était avéré légitime, de s'approcher des bénéficiaires de la formation, en vue de se rassurer de la bonne utilisation des connaissances reçues.

C'est dans ce sens que PAX, a sollicité encore l'appui de HURICAP pour une activité de recyclage sous forme d'un atelier, organisé à Bunia au mois d'octobre 2018, pour évaluer la maîtrise des apprentissages en SDR, leur mise en œuvre ; les difficultés rencontrées et les leçons apprises.

RÉSULTATS

Voir tableau de présentation des résultats en annexe 6.

6. Plaidoyer par les structures communautaires

(Lien avec le cadre de résultats: Résultat 3.1 ; Produit 3.2.1. ; CISPE 3.1.2_iii ; Activités 3.3.1.4 ; 3.3.1.5)

PAX a compris que les structures communautaires, dans l'exécution de leurs tâches, se buteraient à différents problèmes qui risquent de s'ériger en obstacle à l'atteinte des résultats; parmi lesquels des problèmes liés directement soit à l'absence des mesures ou soit au non mise en œuvre des mesures existantes.

Pour ce faire, il serait impérieux de recourir au plaidoyer, tantôt en vue d'influencer les décideurs pour un changement positif, tantôt pour solliciter le changement des mesures non adaptées ou encore pour la mise en œuvre des mesures existantes mais non appliquées. Pour y arriver, un minimum de capacité et d'engagement s'avère indispensable. Sur ce, un mécanisme de renforcement des capacités en plaidoyer avait été envisagé. Il s'agit de consacrer un temps d'apprentissage et de renforcement en plaidoyer aux organisations partenaires de PAX, à quelques organisations et coordination et de la société civile, et aux coordinations des structures communautaires de sécurité.

Ce renforcement s'était fait en 2017 sous forme des théories qui enfin avaient été mises en pratique. Ainsi, les participants avaient appris comment élaborer une question de plaidoyer, en concevoir le plan et le mettre en pratique. Aussi, des techniques de lobbying et de négociation avaient été mises à leur disposition. Ceci afin de stimuler leurs aptitudes en plaidoyer pour répondre à certains besoins communautaires et la pérennisation des acquis du projet Pamoja Inawezekana dans la Province de l'Ituri.

Considérant que, si le besoin en plaidoyer était dirigé vers le niveau provincial, il aurait été réfléchi que les structures passeraient par la coordination de la société civile. Néanmoins, dans le cadre de la pratique, PAX a ciblé quatre organisations de la société civile parmi les sept qui avaient soumis un plan de plaidoyer: deux des femmes (AMAB et PAMA) et deux des jeunes (CPJI et Jeunes reporters), auxquelles elle a donné un appui financier pour concevoir et exécuter en guise d'exercice, une question de plaidoyer. L'objectif de cet exercice était qu'ils s'imprègnent de ce qui se passe réellement, surtout des difficultés et méandres du plaidoyer. Les retombées ont été fantastiques.

RECYCLAGE

Après la mise en œuvre des notions apprises et la pratique dirigée par PAX, il a fallu aux bénéficiaires de présenter les résultats et surtout les difficultés rencontrées et comment ils les ont contournés.

C'est dans ce cadre qu'un atelier de recyclage avait été organisé à Bunia au mois de Juin 2018, pour permettre :

- ◆ D'évaluer l'assimilation et la mise en œuvre des connaissances reçues par les organisations appuyées financièrement par PAX pour cet exercice ;
- ◆ D'amener les bénéficiaires à partager leurs expériences et ainsi s'édifier mutuellement selon la mise en œuvre de chacun ;
- ◆ Tirer des leçons à partir des succès et échecs des uns et des autres ;
- ◆ Amener les bénéficiaires à adopter le plaidoyer comme méthode privilégiée d'influencer les décideurs afin de surmonter les obstacles des changements positifs dans la province de l'Ituri ;
- ◆ Préparer la sortie du projet Pamoja Inawezekana qui entrait dans sa dernière phase d'exécution et ainsi pérenniser l'action de plaidoyer en laissant aux bénéficiaires une connaissance consolidée.

RÉSULTATS

Voir quelques résultats dans le tableau de présentation des résultats en annexe 1 (II).

La Société Civile et le Plaidoyer



PAX

www.paxforpeace.nl

7. Etudes

(Lien avec le cadre de résultats : Résultat 3.1 ; Produit 3.1.1 ; CISPE 3.1.1_i ; Activités 3.1.1.5)

Au début, le projet prévoyait de mener une série d'études pendant la durée du programme, pour assurer que les actions soient axées sur les connaissances du terrain. La motivation secondaire de ces études était que les informations à collecter aideraient à orienter les décisions du consortium, et faciliter le processus de dialogues.

Ainsi, PAX a effectué cinq études en Ituri : La première consistait à identifier les causes des tensions entre les groupes des jeunes et les services étatiques de sécurité à Aru (1). La seconde visait à analyser la situation foncière dans les entités ciblées par CISPE (2). La troisième a porté sur les risques sécuritaires dus à la présence des réfugiés du Soudan du Sud dans le Territoire d'Aru (3). La quatrième a identifié les causes des conflits cyclique dans le territoire Djugu (4) et la cinquième a porté sur les structures communautaires de paix et de sécurité dans le Nord Kivu et l'Ituri (5).

1. Etude sur les jeunes

CONTEXTE ET OBJECTIF

En mars 2016 au début de l'exécution du projet Pamoja Inawezekana, une étude de besoin avait été initiée. Cette étude a fait état d'un constat qu'il existait une difficile collaboration entre les autorités étatiques et les jeunes en Territoire d'Aru et qu'une rupture du contrat social avait d'ailleurs été consommée. Cela s'était expliqué notamment par des accusations mutuelles.

Pour PAX, cela constituait un obstacle majeur aux activités du projet surtout eu égard aux deux piliers SSU (le dialogue démocratique et à la restauration de l'autorité de l'Etat) sur lesquels s'est aligné le CISPE.

De ce fait, PAX a mené une étude dans le Territoire d'Aru pour essayer de comprendre ces agissements, en identifiant les causes profondes de cette rupture et proposer des pistes de solutions afin d'anticiper les activités du projet.

RÉSULTATS

Un rapport de l'étude a été produit. Il révélait les causes à la base de la méfiance entre les autorités étatiques et les jeunes en Territoire d'Aru, qui sont :

- ◆ Une question d'intérêt exacerbé par : une dynamique locale, nationale et régionale ; une interconnexion ethnique transfrontalière, la porosité des frontières, le goût de l'incivisme fiscal, la xénophobie et le patrimonialisme ;
- ◆ Une question de responsabilité de certains acteurs de sécurité qui ne jouent pas correctement leur rôle ;



Etude sur la friction entre les jeunes et les acteurs de sécurité en Territoire d'Aru, Province de l'Ituri

Cas des groupes des jeunes Sakumuna et Armée Rouge



Adresse:
Godebaldkwartier74
NL-3511 DZ Utrecht
info@paxforpeace.nl
www.paxforpeace.com

Adresse postale:
P.O. Box 19318
NL-3501DH Utrecht, Pays-Bas

Ce rapport est compilé par PAX, l'organisation conjointe de Pax Christi Pays Bas et du Conseil de Paix des églises Néerlandaises (IKV). Il est produit dans le cadre du programme « pamoja inawezekana » mise en œuvre par le consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix dans l'Est de la RDC et financé par le Royaume des Pays-Bas.

Novembre 2016 Utrecht, Pays-Bas

Ce rapport adresse aussi des recommandations pour arriver à remédier à cette situation. Dans ce cadre, OIM dans ses activités s'est basée sur ce rapport pour organiser un dialogue entre les jeunes et la police. Cette rencontre a mis en place un cadre qui permettrait à ces deux parties de se réunir chaque mois.

2. Etude sur les conflits fonciers en Ituri

CONTEXTE ET OBJECTIF

Malgré des avancées significatives enregistrés dans le processus de stabilisation de la région de l'Ituri, ravagée il y a quelques années par des conflits violents, il a été révélé par les différentes études que la résurgence des conflits fonciers affecte encore davantage les relations entre les communautés, et fragilise les efforts de pacification et de réconciliation qui ont été fournis. Aussi, la faible prise en charge de ces conflits par les structures étatiques habilitées n'a pas permis de trouver des solutions durables à la problématique foncière dans la région. Ce qui renvoie certaines communautés au réflexe ou au repli identitaire avec comme corollaire la recherche de la protection au sein de son clan et ou ethnie. Cette situation pourrait facilement faire basculer de nouveau la Province de l'Ituri dans un cycle de violence.

Sur ce, dans le cadre du projet « Pamoja Inawezekana », PAX par son partenaire de mise en œuvre Justice Plus, avait réalisé une étude sur les contours, les tenants et les aboutissants des conflits fonciers en Ituri afin de connaître les questions fondamentales ayant conduit dans le passé aux affrontements violents en Ituri entre 1999 et 2004 tout en faisant une cartographie des concessions et des concessionnaires et ainsi prévenir les conflits fonciers et communautaires dans la Province de l'Ituri. Ce travail de terrain aura aussi pour mission, d'ouvrir une voie au débat sur la dynamique des conflits fonciers et de pouvoir identifier les acteurs clés impliqués dans la recherche des solutions aux conflits fonciers dans les zones de mise en œuvre du projet ;

RÉSULTATS

Un rapport de l'étude sur les conflits fonciers a été produit. Il contenait les données sur :

- ◆ Le système de fonctionnement des concessions foncières et l'application de la procédure en la matière en Ituri;
- ◆ L'identification et l'évaluation sur l'ampleur des principaux conflits dans les Territoires ciblées par le projet Pamoja Inawezekana ;
- ◆ L'identification des acteurs impliqués dans la recherche des solutions ;
- ◆ Le lien entre les conflits identifiés (concessionnaires et communautés, conflits des limites administratives etc.) et les solutions identifiées à mettre à profit en vue des futurs dialogues communautaires ;
- ◆ Une cartographie des concessions et concessionnaires dans chaque chefferie ciblée par le projet.



JUSTICE-PLUS

Organisation de Vulgarisation et de Défense des Droits de l'Homme

N° 39/bis, avenue Kasavubu, Quartier. Lumumba,

Ville de Bunia, R. D. Congo

Tel : 0819610691, 0992997693

Mail : justiceplus@rocketmail.com

Conflits fonciers en Ituri



Vu d'un pâturage inexploité dans le groupement DZ'NA en Territoire de DJUGU

**RAPPORT D'ETUDE FONCIERE DANS LES TERRITOIRES D'IRUMU, DJUGU,
MAHAGI ET ARU EXECUTE EN PROVINCE DE L'ITURI EN PARTENARIAT
AVEC PAX**

DU 03 JANVIER AU 31 JANVIER 2017

3. Etude sur les réfugiés

CONTEXTE ET OBJECTIF

En 2016, la zone du nord Aru a accueillie un grand nombre des réfugiés Sud Soudanais qui se sont déversés en RD Congo en fuyant un conflit armé chez eux. Dans cette traversée précipitée de la frontière, il a été difficile de dissocier les civiles et les miliciens. D'où, une grande quantité d'armes non contrôlée ait traversé la frontière congolaise. Ce qui est à la base de plusieurs exactions et insécurité dans la zone.

Il sied de noter aussi qu'il y avait eu des alertes en 2017, par différentes sources entre autres :

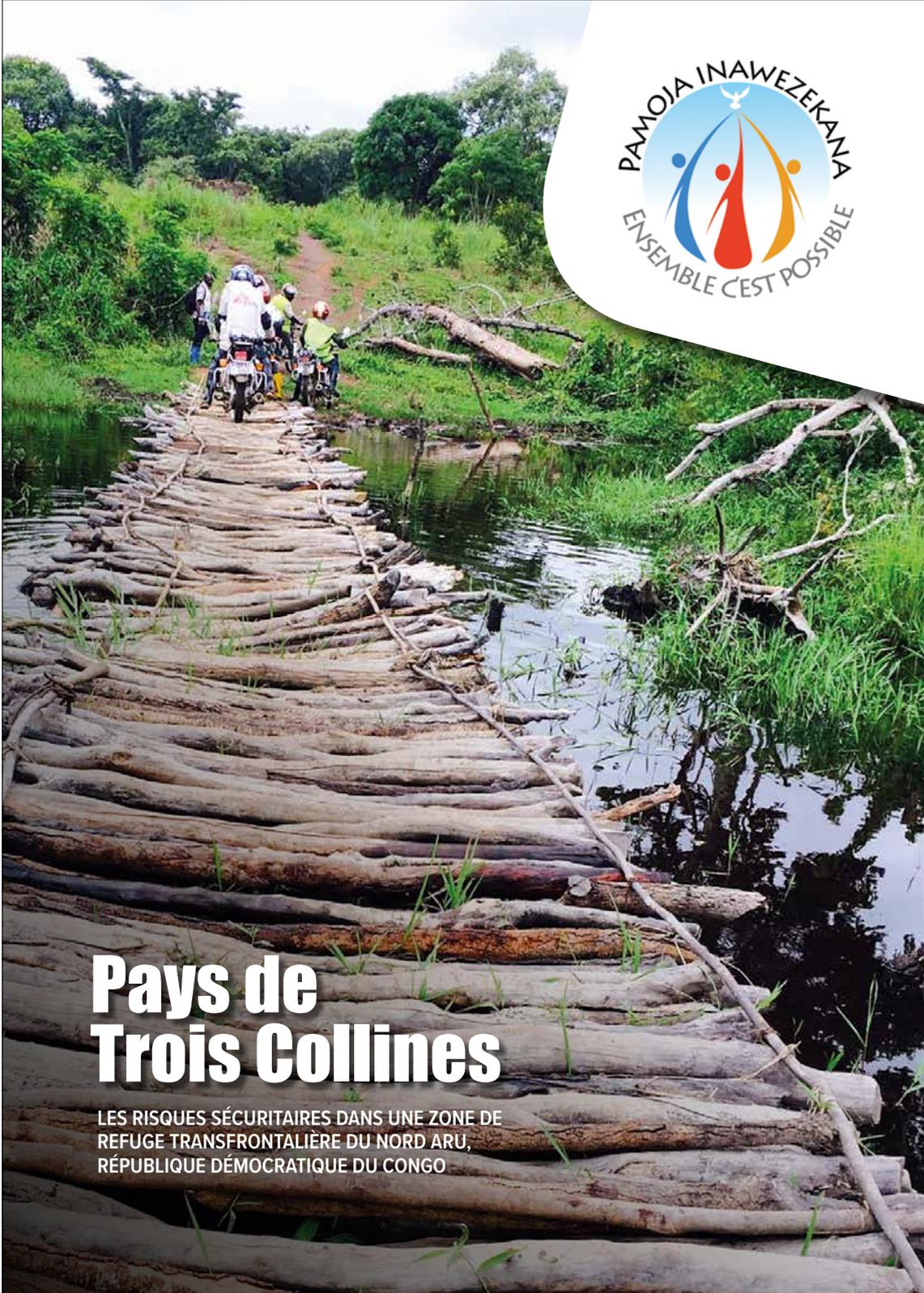
- ◆ Les notes d'information d'UNOCHA, sur les incursions du SPLA à Okaba ;
- ◆ Le rapport de «Conciliation Resources» sur les tensions entre groupes des réfugiés Sud Soudanais et des Congolais dans la zone transfrontalière ;
- ◆ L'inquiétude des autorités locales sur la situation foncière dans Kakwa apparemment aggravées par la présence des réfugiés dans la zone ;
- ◆ Les informations à la Radio Okapi.

Aussi, les activités du consortium, à plusieurs reprises ont mis en exergue ces menaces qui existaient dans le nord du Territoire d'Aru. (Citons : L'étude sur le besoin effectuée en 2016, l'étude sur la collaboration difficile entre les jeunes et les acteurs de sécurité en Territoire d'Aru effectuée en 2016, la Table ronde organisée à Ariwara en 2017, le diagnostic sécuritaire organisé à Aru en 2017,....)

De ce qui précède, PAX a décidé d'effectuer une étude afin de mieux comprendre les risques d'une telle situation à potentiel explosif, pour donner un aperçu sur les tensions dans cette zone transfrontalière. Mais aussi relever les dangers comme perçus par la population autochtone, les réfugiés, les autorités locales dans la zone et ainsi tirer des conclusions et formuler des recommandations concernant les risques sécuritaires dus à la présence des réfugiés dans les chefferies de Kakwa et de Kaliko Omi.

L'étude a été réalisée dans la zone transfrontalière entre la RD Congo, le Sud Soudan et l'Ouganda. La partie congolaise représente administrativement la chefferie de Kakwa et celle de Kaliko-Omi. Cette zone a été ciblée parce que c'est elle (dans Kakwa) qui a accueillie l'arrivée massive des réfugiés Sud Soudanais, et c'est là qu'a été érigé le site qui héberge les réfugiés (Biringi). Donc, c'est cette zone qui, au premier plan est sous menace des risques sécuritaires causés par la présence des réfugiés.

Le projet devait utiliser aussi un mécanisme de restitution en termes d'échanges et discussions, sur le contenu et les résultats des études. Cela pour aider non seulement à assurer la validité des résultats, mais aussi à permettre aux communautés et aux autorités d'examiner les tendances sécuritaires des frontières et d'œuvrer vers des priorités collectives.



Pays de Trois Collines

LES RISQUES SÉCURITAIRES DANS UNE ZONE DE
REFUGE TRANSFRONTALIÈRE DU NORD ARU,
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RÉSULTATS

Un rapport de l'étude a été produit. Il révélait une énoncée des risques réels dans la zone, qui sont :

- ◆ L'augmentation des conflits fonciers ;
- ◆ L'exportation de la guerre du Sud Soudan vers le Congo ;
- ◆ La crise alimentaire qui va croissant au fur et à mesure.

Ce rapport contient aussi les résultats sur *l'impact sécuritaire et socio-économique* tel que perçu par les différentes parties (Autochtones, Réfugiés, Autorités locales), et les solutions, ainsi que les recommandations proposées. Noter que lors de la restitution au mois d'octobre 2018 à Ariwara, le HCR a été intéressé par l'existence des structures communautaires (ILSC/Nyumba Kumi), mise en place par PAX et RHA à partir de 2003.

4. Etude sur les causes du cycle des conflits dans Djugu

CONTEXTE ET OBJECTIF

Une nouvelle crise s'est déclenchée dans le Territoire de Djugu au début du mois de Février 2018, dans un contexte particulier de crise socio-politique et électorale au niveau nationale.

Déjà en 2017, deux faits saillants avaient provoqué une tension et une méfiance entre les communautés Hema et Lendu. Le premier fait était la découverte du corps d'un prêtre catholique, le Père Florent de la congrégation des Pères Carmes, de l'ethnie Lendu, dans sa chambre au sein de la paroisse de Drodro (environs 60 km au Nord de Bunia en Territoire de Djugu).

Le deuxième fait qui avait provoqué une tension entre les communautés Hema et Lendu était l'enlèvement de trois jeunes Hema en Territoire d'Irumu. Deux des trois jeunes ont été retrouvés mort à Kasenyi. Les présumés FRPI (Groupe armé d'obédience Lendu) étaient accusés par certaines personnes de la communauté Hema d'en être auteurs.

Depuis janvier 2018, la situation sécuritaire s'était fortement détériorée. De nombreuses maisons avaient été incendiées et plus de 60 personnes avaient été tuées en Territoire Djugu par un ou plusieurs groupes armés non encore bien défini.

Cette recrudescence de la violence avait influencé négativement le contexte social, économique et sécuritaire de la région. Ce qui provoqua des déplacements des populations vers la ville de Bunia, le territoire de Mahagi et l'Ouganda. Un climat de méfiance entre la Police Nationale Congolaise (PNC), les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la population s'était d'avantage accentué. La psychose et la peur s'étaient aussi installées dans la zone, amplifiées par des tracts jetés et des messages distribués dans les réseaux sociaux.

La perception de la population au sujet des acteurs de violence dans cette crise, c'était la manipulation politicienne simplement et non un conflit communautaire entre Lendu et Hema. Ceci reposait sur le fait que les auteurs des crimes étaient des hommes presque nus, non connu dans la région. Pour cette raison, PAX dans le cadre du projet, avait envisagé conduire une étude pour contribuer aux efforts de compréhension du contexte et la stabilisation de la zone en déterminant les parties prenantes, en

analysant les causes de la violence et les pistes de solution à ce conflit, en ce moment là où, les leaders des Associations Culturelles (mutualités ethniques), les autorités étatiques, la société civile, la SSU, la STAREC, les acteurs humanitaires et d'autres leaders communautaires, tous réfléchissaient sur une meilleure compréhension du contexte, et discutaient sur les besoins et les opportunités pour atténuer ce conflit.

Mais aussi PAX cherchaient à connaître quel serait le rôle potentiel des structures communautaires (ILPs et NPMs) dans la mitigation de la violence et la promotion de la cohabitation pacifique entre les communautés.

RÉSULTATS

Un rapport de l'étude a été produit. Il contenait une analyse bien fouillée sur le conflit dans le Territoire de Djugu. Partant de l'histoire de la cohabitation ethnique et de la genèse du conflit, ce rapport présente différentes raisons à la base de ce conflit cyclique dans ce territoire telles que :

- ◆ Les histoires des migrations ;
- ◆ Les politiques coloniales et la dépossession de propriété conduisant à des classes sans terres réduites à leur identité ethnique ;
- ◆ La manipulation politique à l'époque via l'ancrage identitaire et la catégorisation de la population 'supérieure' et 'inférieure', de façon que la différence ethnique était devenue inséparable de la différence de classe, ce qui contribue à rendre les conflits endémiques au fil du temps ;
- ◆ Les conflits fonciers ;
- ◆ L'échec de la démobilisation après les conflits entre 2004 et 2008 ;
- ◆ La manipulation politicienne en 2018.

Pour essayer d'approcher toutes les communautés touchées par ces troubles, comme dit ci haut, CISPE/PAX a ajouté six entités (Chefferies/ Secteurs) touchées et avec ça CISPE/PAX a constitué un meilleur équilibre ethnique entre Hema et Lendu au sein du projet Pamoja Inawezekana.

5. Etude sur les structures communautaires de paix et sécurité

CONTEXTE ET OBJECTIF

Arrivée à la fin du projet, il a semblé important à PAX de savoir comment les structures communautaires de paix de l'Ituri (ILP, NPM, ILSC) regroupées dans les coordinations et fédérations et celles du Nord Kivu (CPDG, CLPD) collaborent avec l'Etat et aussi comment CISPE influence cette collaboration.

Ceci pour mieux comprendre les opportunités et les contraintes des structures communautaires dans leur rôle de contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire et la paix locale dans leurs entités.

RÉSULTATS

Un rapport de l'étude est en cours de rédaction par le consultant. Il devra être disponible avant la fin du juin 2019.



« VRAIMENT C'EST IMPOSSIBLE DE
NOUS SÉPARER D'EUX, DIALOGUONS,
CHERCHONS LA SOLUTION... »

RÉSURGENCE DES
VIOLENCES EN ITURI ?
LA CRISE DE DJUGU
DE 2018

8. Remerciements

C'est avec satisfaction que PAX rédige ce rapport général à propos de l'approche qu'elle a prise pour clôturer les activités du projet Pamoja Inawezekana dans la province de l'Ituri. Cette satisfaction se situe à trois niveaux :

1. PAX est satisfaite d'avoir travaillé avec les membres du consortium CISPE, et d'avoir ensemble abouti aux résultats tels que prévus dans le cadre de résultats du projet, particulièrement ceux ayant trait au pilier « Dialogue Démocratique » ;
2. PAX est satisfaite d'avoir utilisé une approche de dialogue communautaire qui a été au départ un peu difficile à comprendre par les partenaires, mais au fur et à mesure que les activités ont évolués, l'approche a été claire et a été adoptée par les communautés comme moyen de gestion de conflit. Cette approche a prouvé son efficacité par le fait qu'elle a permis de mettre autour d'une même table les parties au conflits et sont parvenues ici et là à des ententes ;
3. Un autre palier de satisfaction se situe au niveau de la collaboration avec les partenaires :
 - ◆ D'abord avec le *Gouvernement provinciale de l'Ituri* qui s'est distingué dans l'appropriation du projet. Ce qui a justifié son accompagnement sans relâche dans tous les forums communautaires organisés dans les entités et l'appui à PAX dans les activités de dialogue et d'accompagnement des chefs des chefferies et secteurs, sans lesquels les activités allaient bâcler ;
 - ◆ PAX est aussi satisfait de l'appui du secrétariat technique composé de la coordination de STAREC et du SSU, qui chaque fois a œuvré pour ramener les interventions dans la ligne de la stabilisation ;
 - ◆ Ensuite avec les partenaires membres du consortium, OIM, VNGI et Cordaid, la collaboration dans le cadre du travail de coordination mais aussi dans des synergies qui ont facilité la visibilité du consortium et l'atteinte des résultats. N'eût été la souplesse et la persévérance dans la coordination, rien n'aurait été atteint ;
 - ◆ Aussi, PAX est satisfaite de l'accompagnement de Transition International qui n'a ménagé d'aucun effort pour adresser des observations constructives, qui ont contribué à l'amélioration des prestations ;
 - ◆ Enfin, la grande satisfaction de PAX se situe au niveau de la collaboration avec les partenaires de mise en œuvre : FOMI, CDJP Mahagi, Justice Plus et bien avant RHA, qui ont été efficaces dans l'action et indispensable sur terrain, c'est qui a permis à PAX d'atteindre les objectifs assignés.

PAX tient à remercier ceux là qui ont contribué de près ou de loin à l'atteinte des résultats du projet. On peut citer à titre d'exemple : les autorités locales (Administrateurs des Territoires, Chefs des Chefferies et Secteurs), la Coordination de la Société Civile de l'Ituri, les groupes des Jeunes (CPJI, ATAMOI, AJEDEC, Jeunes reporters) et le groupe des femmes (AMAB, PAMA) la LIBARU, l'UNADI. L'appui de tous a prouvé réellement que Ensemble c'est possible !

9. Annexes

Pour des raisons de souplesse, en plus du Tableau de présentation des résultats, il a été préférable de mettre en annexe, quelques documents en guise d'exemple seulement et non tous les PV, rapports, Actes d'engagement, etc.

Ainsi les annexes -tous à titre d'exemple- sont :

1. Un tableau de présentation des différents **résultats des activités en Dialogue Démocratique et plaidoyer**
2. Un tableau de **médiation** des conflits dans les Territoire de Djugu et Irumu
3. Un **acte d'engagement** pour la résolution des conflits identifiés dans les chefferies de Walese Vonkutu
4. Un **procès-verbal de la résolution du conflit** entre les villages d'Ukebu Paingi et Djupanyanruru dans la Chefferie de War Palara, concernant un terrain de football se trouvant à cheval entre les deux villages
5. Une **décision du Chef de la Chefferie** de Walese Vonkutu d'octroyer aux structures communautaires un espace pour l'érection de leur bureau
6. Un **rapport d'incidents sécuritaires** en Territoire de Djugu mois de Février 2019

Annex 1

I. DIALOGUE DEMOCRATIQUE

A. AU NIVEAU INTERCOMMUNAUTAIRE (Lien avec le cadre de Résultats : Résultat 1.1 ; Produit 1.1. ; CISPE 1.2.1_j ; Activités 1.1.1.9 ; 1.1.1.12)

N°	ACTIVITES	ENTITES	RESULTATS ATEINTS	OBSERVATIONS
1	Table Ronde Territorial	Entités couvertes par le Projet Pamoja Inawezekana	<p>4 tables rondes ont été tenues : à Ariwara, à Mahagi, à Fataki et à Komanda</p> <ul style="list-style-type: none"> - 19 conflits (de terre, de limites, de pouvoir, identitaires et sécuritaires) ont été identifiés dans Aru ; - 22 conflits (de terre, de limites, de pouvoir, identitaires et sécuritaires) ont été identifiés dans Mahagi ; - 67 conflits (de terre, de limites, de pouvoir, identitaires et sécuritaires) ont été identifiés dans Djugu ; - 55 conflits (de terre, de limites, de pouvoir, identitaires et sécuritaires) ont été identifiés dans Irumu. - Des recommandations ont été formulées et adressées au gouvernement provincial ; - Neuf actes d'engagement pour la résolution de ces conflits à l'amiable ont été signés. - Une table ronde provinciale a été tenue à Bunia sous le patronage de son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province. 	A titre d'exemple, voir un acte d'engagement en annexe
2	Accompagnement Chef des Chefferies/ Secteurs	Entités couvertes par le Projet Pamoja Inawezekana	<ul style="list-style-type: none"> - Les Quatorze chefs des chefferies/Secteurs et leurs entourages ont été recyclés sur les notions de la gestion et transformation des conflits selon les principes du leadership Cohésif et sur les notions de droit foncier en RDC ; - Les Quatorze chefs des chefferies/Secteurs et leurs entourages ont bénéficié de l'accompagnement de Justice Plus dans la gestion des conflits et sont parvenus à résoudre 36 conflits saillants susceptibles de créer des violences ; des 101 identifiés qui restaient à gérer. - La confiance entre les communautés et les chefs dans la résolution inclusive des conflits s'améliore ; 	A titre d'exemple, en annexe, le PV portant résolution du conflit opposant depuis 1996, les villages de Djupanyanduru et Ukebu-Paingi, Chefferie de Warpalara en Territoires de Mahagi. ce conflit avait pour cause un terrain de football à cheval entre les deux villages et était à la base des bagarres entre les habitants de ces deux villages.

B. AU NIVEAU INTRACOMMUNAUTAIRE (Lien avec le cadre de Résultats : Résultat 1.1 ; Produit 1.1. ; CISPE 1.2.1_j) Activités 1.1.1.7 ; Produit 3.1.2 ; CISPE 3.1.2_j ; Activités 3.1.1.2 ; 3.1.1.3 ; 3.1.1.4 ; Résultat 3.1 ; Produit 3.1.2 ; Activités 3.1.2.1)

3	Recyclage des structures sur la médiation et gestion des conflits	Entités couvertes par le Projet Pamoja Inawezekana	<ul style="list-style-type: none"> • Les membres des structures communautaires connaissent leurs rôles ; • Prise de conscience des membres des communautés à résoudre les conflits à l'amiable par la médiation. Ainsi, sur 44 conflits parvenus aux structures 28 médiations ont réussies 	<p>11 conflits sont en cours de médiation,</p> <p>5 conflits ont été transférés (3) à la PNC (2) au Cliniques Juridiques.</p>
---	---	--	--	---

4	Solliciter aux Chefs de Chefferies/ Secteurs la participation des structures dans les réunions de sécurité élargies	Entités couvertes par le Projet Pamoja Inawezekana	<p>Accord des chefs des 14 entités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à faire participer les membres des structures ILP/NPM/ILSC aux réunions de sécurité élargie, • Exploiter chaque fois le rapport des incidents sécuritaires avant la date de la réunion de sécurité élargie, • Emettre leurs avis et considérations sur les rapports d'incidents leurs transmis et sur le travail des structures. 	<p>Au départ, seules 8 Entités avaient été ciblées dans les 4 Territoires. Mais après les troubles de Djugu de Mars 2018, PAX a ajouté les autres entités qui avaient été touchées dans le Territoire de Djugu. Il s'agit des Bahema Badjere ; Bahema Nord ; Bahema Baguru ; Bahema Banywagi ; Walendu Djatsi et Mambisa.</p>
5	Réunions-Débat communautaire sur la sensibilité au genre, parité et droits humains	Entités couvertes par le Projet Pamoja inawezekana	<ul style="list-style-type: none"> • Les membres de la communauté ont une connaissance sur les droits humains et en particulier les droits de la femme, • Diminution de l'ampleur des US et coutumes rétrograde et exclusifs, • La participation et prise en compte des opinions des femmes dans les rencontres communautaires. <p>Prise de conscience des membres des communautés à la cohabitation et résoudre leurs conflits à l'amiable;</p>	
6	Sensibilisation communautaire sur la cohabitation pacifique, la participation citoyenne	Entités couvertes par le Projet Pamoja inawezekana	<p>Prise de conscience des membres des communautés sur l'idée que la sécurité est l'affaire de tous.</p>	<p>Pour preuve :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dénonciations des incidents sécuritaires, - la participation aux activités communautaires, - la référence des membres de la communauté aux structures pour médiation de leurs conflits,...
7	Evaluation de l'intégration du genre dans le cycle de projet Pamoja inawezekana.	Entités couvertes par le Projet Pamoja inawezekana	<p>L'implication du genre s'observe dans la gestion des entités et les activités locales organisées par les membres de la communauté sous les auspices des autorités locales.</p>	<p>Pour preuve :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la participation des femmes, des jeunes, des autochtones (Pygmées)... et la prise en compte de leurs points de vue dans les prises de décisions. - La nomination d'une femme chef de localité Koikpa et une autre femme secrétaire du groupement Lopa, dans la chefferie de Bahema/Baguru et un homme pygmée comme chef de localité en chefferie de Walese/vonkutu,

II. PLAIDOYER

(Lien avec le cadre de Résultats : Résultat 3.1 ; Produit 3.2.1 ; CISPE 3.1.2_iii ; Activités 3.3.1.4 ; 3.3.1.5)

8	Apprentissage sur techniques de plaidoyer et des négociations aux coordinations des structures	Entités couvertes par le Projet Pamoja inawezekana	Cinq résultats obtenus suite à la mise en pratique des techniques reçues : <ul style="list-style-type: none">• Décision du Chef de Secteur Walendu Tatsi d'utiliser le fond du secteur pour la salubrité du Marché de Masumbuko• Décision du Commandant FARDC de la chefferie de Walese Vonkutu d'enlever la barrière de tracasserie sur la route qui mène vers le marché à Idohu.• Décision de prise en compte lors de l'élaboration du budget prochain de la chefferie, de la question de l'insuffisance de latrine publiques au marché public du groupement Buku, en chefferie de Bahema Nord• Décision de prise en compte lors de l'élaboration du budget prochain, de la question de l'insuffisance de source d'eau aménagée dans le groupement Aruda dans le secteur de Walendu Pitsi• Décision du Chef de Chefferie d'octroyer une parcelle pour la construction du Bureau de coordination des ILP/NPM dans la chefferie de Walese Vonkutu.
---	--	--	--

III. MONITORING DES INCIDENTS SECURITAIRES

(Voir cadre de Résultats Résultat 1.1 ; Produit 1.1 ; CISPE 1.2.1_i) Activités 1.1.1.9 ; 1.1.1.12)

Mise en pratique des notions apprises sur le SDR.	Structures dans les Entités couvertes par le Projet Pamoja inawezekana	Rapport d'incidents sécuritaires dans les quatre Territoires produit et partagé chaque fin du mois.	A titre d'exemple ; Rapport d'incidents sécuritaires dans le Territoire de Djugu, mois de Février 2019. Voir aussi annexe 6
---	--	---	--

Annex 2

FICHE DES MEDIATIONS

(à titre d'exemple quelque cas de la période mai-aout 2018)

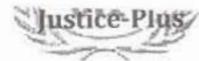
N°	CHEFFERIE/SECTEUR/ VILLAGE	COORDINATION	DATE	PARTIES AUX CONFLITS
1	Chefferie de Ndoou Okebo en Djugu	KPANDROMA	04/05/2018	Les 2 frères : Thuambe Udaga et Uwonda Elon
2	Secteur de Walendu Djatsi	PIMBO	12/06/2018	Deux habitants : Ngabu et Mateso
3	Chefferie de Bahema Ba- gure Village Lowe	LOPA/GINA	06/08/2018	Madame Arriette qui est une veuve et la Famille Ndjalo
4	Chefferie de Walendu Pitsi	DHENDRO	15/08/2018	Monsieur Kabuli Bubbu et son ancienne épouse Ngabusi
5	Secteur de Walendu Pitsi	DHENDRO	15/06/2018	Enfant fille et son père



TYPOLOGIE	RÉSULTAT			OBSERVATION
	Cas Résolus	Cas Non-Résolus	Cas Transféré	
Déni de ressource, opportunité/ héritage (Réclamation sur le partage des héritages dans la famille) Conflit Foncier	Les parties aux conflits sont réconciliées et le partage des héritages a eu lieu à l'amiable			Le Partage des biens du défunt est effectué entre toutes les parties aux conflits (Les 2 frères : Thumbé Udaga et Uwonda Elon)
Conflit foncier, vente d'une partie de la parcelle d'un habitant par une femme qu'y avaient déjà planté 10 bananiers			Le dossier est transféré chez le Chef du Village Cas transféré chez le Chef du Village Lowil	Le conflit foncier reste encore un danger permanent pour la sécurité du territoire de DJUGU. Plusieurs fois Ces cas sont enregistrés entre beaucoup des villages. Tantôt ce sont de simples provocations des individus tantôt de vieux conflits à base communautaire qui peuvent à tout moment se généraliser au conflit inter communautaire.
Grossesse non désirée. L'épouse réclame qu'elle soit prise en charge par le mari qui ne le voulait pas				Dans beaucoup des familles les veuves n'ont toujours pas été considérées ou consulté pour la vente de bien de leur foyer après la mort de son mari, les membres de la famille du mari n'ont pas la notion des lois qui régit la famille dès sa constitution jusqu'à sa dislocation et voir même après la mort de l'un ou l'autre conjoint
Déni d'opportunité (le papa a décidé de scolariser seulement les enfants garçons et non la fille)				La plupart des gens s'engage dans certaines relations sans penser aux conséquences, ce qui fait que certaines femmes supportent beaucoup de cas des grossesses qui ont été nué par leurs copains. Donc beaucoup d'enfant naissent sans père et reste en charge des femmes.
Avortement provoqué par la femme. L'enfant est mort et jeté dans le WC. La grossesse appartenait un autre homme et non son mari du foyer.	Avec intervention des membres de NPM monsieur KABULI a accepté de prendre en charge la grossesse de son ancienne épouse Le papa est conscient-			Beaucoup des parents ignorent encore que les enfants filles et garçons ont les mêmes droits et la même chance. C'est pour un bon nombre des femmes/Filles ne sont pas scolarisées dans le Territoire de DJUGU ; ceux-ci pensent que s'engagent trop tôt dans le mariage serait une solution pour vivre sous le parapluie d'un mari

6	Secteur de Walendu Tatsi		11/07/2018	Un couple : Malo et Mami
7	Secteur de Walendu Pitsi	KPANDROMA	30/07/2018	-Monsieur Ndrugboma Hermage - Les membres de la communauté de la localité Baidjo
8	Chefferie d'Irumu Village Nkona	SOTA	05/07/2018	-Le représentant des éleveurs -Le représentant des agriculteurs
9	Secteur de Walendu Tatsi Groupement Bedu Ezekere Village Buy Sabuni	KOTONI	04/08/2018	Chef de Village et la famille régnante
10	Secteur de Walendu Tasti Village Buy Sabuni	KOTONI	19/08/2018	-Yani qui est de l'ethnie Bira -Les jeunes autochtones du village Buy Sabuni de l'ethnie Lendu

	tisé et a accepté de scolariser la fille aussi		cela avec des conséquences énormes sur leur vie. Elles sont des victimes des toutes les formes des violences conjugales.
Vente illicite de la parcelle. Monsieur NDRUGBOMA a voulu vendre une partie de la parcelle d'une maman commerçante sans son accord			Dans beaucoup des foyers le cas de l'infidélité sont observés et fait beaucoup de problèmes aux couples. Parmi les causes nous pouvons signaler la mauvaise forme de mariage dans laquelle s'engage les couples, la plupart de la population n'a pas assez de connaissances sur le mariage de l'Etat civil. Il est rare de trouver des couples qui ont conclus le mariage à l'Etat civil. Les gens se ramènent de la rue pour faire un foyer sans un soubassement légal qui orienterait la gestion de leurs relations au sein de leurs foyers
		Dossier est transféré à la PNC Dossier transféré à la PNC de Kpandroma	La violence à l'égard des femmes persiste au sein de la communauté. Beaucoup d'hommes n'acceptent pas que les femmes accèdent à la gestion de la terre. Selon eux les femmes sont incapables de gérer des biens de grande valeur. Les femmes qui se sentent déconsidérées font appel à la justice populaire pour réclamer leurs droits ce qui n'aboutit toujours pas à leurs faveurs.
Divagation des bêtes. Les bêtes sont gardées par des enfants qui ne les surveillent pas biens. Les éleveurs ont accepté de renforcer le gardiennage et de ne plus laisser les bêtes en responsabilité des enfants.	Le cas est traité par les membres des structures. Le représentant des éleveurs a accepté de payer le dégât commis par les bêtes		Le gardiennage des bêtes est négligé par les éleveurs. De fois ce sont les enfants qui le font. Ce qui fait que les agriculteurs se plaignent souvent de la divagation des bêtes et le ravage de leurs produits champêtres par les bêtes.
Conflit de Pouvoir. La famille réclame la destitution de du chef mais celui-ci n'est pas d'accord		La situation n'est pas encore réglée, le processus de médiation continu	Le transfert de pouvoir coutumier dans de famille pose des problèmes dans beaucoup des familles régnautes du faite que les membres ne s'entendent pas bien Dans plusieurs familles
Menace publique. Les jeunes de la communauté de Buy Subuni ont menacé verbalement un habitant Bira en l'appelant (Mukuyakuya) qui signifie quelqu'un venu d'autre communauté que ce dernier a trouvé comme injure à son égard.			



ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES A LA TABLE RONDE ORGANISEE A KOMANDA POUR LES CHEFFERIES DES ANDISOMA ET DES WALESE VONKUTU EN TERRITOIRE D'IRUMU.

L'an deux mille dix-huit, le 31^{ème} jour du mois d'AOÛT ;

Dans le cadre du projet « PAMOJA INAWEZEKANA », sous le Patronage de son Excellence Monsieur le Ministre Provincial de l'Intérieur, Décentralisation, Ordre Public, Affaires coutumières, Population et Droits Humains, Etienne UNEG EGE, il s'est tenu à KOMANDA, dans la salle de conférence de l'Hôtel Oxygène, une table ronde sur la gestion pacifique de conflits dans les chefferies des ANDISOMA et WALESE VONKUTU et ce à l'issue du dialogue Communautaire, piloté par l'ONG Justice Plus avec l'appui financier de l'ONG INTERNATIONALE PAX.

Qu'il ressort des consultations et du Barza communautaires organisés dans la chefferie des Walesse Vonkutu, que les participants ont relevé les différents conflits qui se vivent dans leurs entités tout en envisageant les pistes de solutions à travers le dialogue communautaire pour s'engager dans la cohabitation pacifique.

Qu'après amendement et enrichissement des mécanismes et accords proposés pour la résolution pacifique des conflits, les engagements et résolutions suivants ont été pris :

Pour :

I. Le chef de Chefferie des WALESE VONKUTU

Les conflits ci-après ont été traités :

- Conflit identitaire entre la communauté Lesse sur les Pygmées dans des certaines circonstances comme : la fête de mariage, le lieu de deuil, etc. et le complexe des pygmées à s'associer aux autres (Une note d'orientation a été prise par la Chefferie afin d'inclure le quota pygmée dans toutes les activités pour la représentativité),

Les Conflits à traiter :

- Conflit identitaire à l'Eglise la Communauté Angilcane du Congo où il y a mécontentement entre les tribus LESE et NYALI. Si le dirigeant de l'église est un Lesse ou Nyali, il voudra que tous ceux-là qui sont sous sa direction soient de sa tribu (les premiers actes ont été posés par la Chefferie, il faudra en poursuivre) ;
- Conflit identitaire au sein des Eglises de Wanyabwisha IDOHU (Adventiste, TEMPERANT), les WANYABWISHA ne veulent pas qu'une autre tribu chapote cette Eglise (les premiers actes ont été posés par la Chefferie, il faudra en poursuivre) ;
- Conflit de terre entre l'Eglise 11^{ème} Communauté Anglicane au Congo et la population autochtone dont les vieux sages dans le groupement BADIIVILEMBA ;
- Le conflit de limite administrative entre les villages Bandiauku, Pinzili 1 et Pinzili 2 ;
- Conflit de terre entre la population autochtone de Manzobe et Mr Masumbuko au sein du groupement BADIIVILEMBA
- Dans le village les villages Balimani, BANDIKAFU et BAMANDE au sein du groupement BAKPULU, les jeunes accusent les vieux sages de vendre des grandes portions de terre



aux Nandes sans tenir compte qu'ils ont des enfants qui grandissent et qui auront besoins de terre pour cultiver les champs dans l'avenir pour leurs servies.

- Conflit de limite administrative entre le groupement BOKUTSO dans le village SABUNI et les villages BUKOKO et YANGALE du groupement BANDIANGU.
- Conflit de limite administrative entre les villages PINZILI 1 et 2 et le village Bandiauku tous dans le groupement BANDAVILEMBA.
- Conflit de pouvoir entre l'actuel chef Emmanuel BISA HESINI et la famille AFOKENDA KILIMALI dans le groupement BOKUTSO ;

Engagements :

- Soumettre les résultats de règlement de conflits aux autorités compétentes ;
- Faire le suivi des conflits latents dans la chefferie des Walesse Vonkutu en privilégiant l'approche dialogue ;
- Intégrer et privilégier l'approche dialogue dans la gestion de tous les conflits ;
- Multiplier, la vulgarisation de l'article 30 de la constitution de la République Démocratique du Congo(RDC) portant sur la liberté de circulation, l'interdiction d'expulsion, d'exil et de résidence forcée en utilisant les radios communautaires du milieu ;
- Assurer la Médiation, la sensibilisation et la conscientisation des communautés locales dans le respect et la préservation des limites administratives des chefferies ;
- Sensibiliser les communautés sur la loi dite foncière de 1973 ;
- Privilégier le dialogue avant d'entreprendre toute action en justice ou devant la Police Nationale Congolaise ;
- Assurer le suivi des engagements pris par toutes les parties prenantes au niveau local ;
- Assurer la médiation, la sensibilisation et la conscientisation des communautés locales dans le respect et la préservation des limites administratives des chefferies ;
- Eduquer la population sur le danger de se faire la justice.

II. La coordination société civile des Walesse Vonkutu

- Eduquer la population à ne pas consommer les boissons fortement alcoolisées source de l'insécurité et de l'inefficacité au travail ;
- Multiplier les séances de vulgarisation de l'article 30 de la constitution de la République démocratique du Congo(RDC) par la société civile et les différentes confessions religieuses en utilisant les radios communautaires du milieu ;
- Assurer la médiation, la sensibilisation et la conscientisation des communautés locales dans le respect et la préservation des limites administratives des chefferies ;
- Sensibiliser les communautés sur la loi dite foncière de 1973 ;
- Dénoncer auprès des autorités les personnes qui trafiquent les boissons fortement alcoolisées ;
- Privilégier le dialogue avant d'entreprendre toute action en justice ou devant la police nationale congolaise ;
- Faire le suivi, de l'acte de la dénonciation auprès des autorités compétentes.

III. PAX et Justice Plus :

- Appuyer les communautés pour l'élaboration d'une feuille de route

IV. Recommandations :

NO	Recommandations	Responsable	Échéance
01.	-Sensibiliser la communauté à abandonner la consommation des boissons fortement alcoolisées et à vaquer convenablement au travail pour le développement du milieu. -Instruire les autorités à tenir fort contre l'importation de ces boissons dans notre pays où l'on trouve l'implication de certains agents de sécurité commis à la frontière. -Sanctionner exemplairement tous les fraudeurs qui encouragent l'exportation des boissons fortement alcoolisées dans le territoire d'Irumu.	Gouvernement congolais	Immédiatement.
02	Eradiquer les phénomènes FRPI et ADF/NALU qui semblent se maintenir dans ces contrées avec la bénédiction du gouvernement congolais qui continue à les observer sans poser les actes déterminants.	Gouvernement congolais, FARDC	Le plus tôt
03	Implication active de la MONUSCO dans les opérations D.D.R.R.R	MONUSCO	Le plus tôt
04	Aux autorités militaires et sécuritaires de bien vouloir augmenter l'effectif des soldats dans chaque position ; ainsi que les policiers pour le maintien de l'ordre	Gouvernement congolais	Le plus rapidement possible
05	Fixer toutes les parties au respect strict des limites administratives de chaque entité et de bannir toute occupation illégale de la part de l'entité voisine	Gouvernement provincial	

I. Les parties prenantes

N°	NOM DE LA PARTIE	STRUCTURE	FONCTION	CONTACT	SIGNATURE
1	André Okamba Empire	Chefferie des Walesse Vonkutu	Chef de chefferie des Walesse Vonkutu	092477840 092592642	
2	Kwerekwa Biwaga Molehuwa	Société civile	Président des Walesse Vonkutu	0816049342	
3	Josephine MBO	STAREC	Chargé de mission STAREC en Ituri	0823915046	
4	Daniel MABE MBE	PAX	Gestionnaire du Bureau PAX Ituri	0811740002	
5	Xavier Mucay	Justice Plus	Directeur Exécutif	0992997693	

6 PAULIN REGARDE MONUSCO

BORNE
P.O



II. En présence de :

N°	NOM DE LA PARTIE	STRUCTURE	FONCTION	CONTACT	SIGNATURE
1	WNEGA EGE	Gouvernement provincial de l'Ituri	Ministre Provincial de l'Intérieur, Décentralisation, Ordre Public, Affaires Coutumières, Population et Droits Humains	0812011913	
2	ROSEMENA	Territoire d'Irumu	Administrateur du Territoire	0877492169	
3	GOTABO GILI	Société Civile	Coordination de la société civile	0813431375	
4	KIRIANE KASUKU	Les confessions religieuses	Pasteur, Diacre	0826089385	



**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE ORIENTALE
PROVINCE DE L'ITURI
TERRITOIRE DE MAHAGI
CHEFFERIE DES WAR-PALARA**

**PROCES VERBAL DE LA RESOLUTION DU CONFLIT ENTRE LES UKEBU PAINGI
ET LE DJUPANYANDURU, CONCERNANT LE TERRAIN DE FOOTBALL SE
TROUVANT ENTRE LES DEUX VILLAGES.**

Le 25. jour, du mois de octobre, l'an 2018, nous, leaders des localités Ukebu Paingi et Jupanyanduru tous de Groupement Gossi, en Chefferie des War/Palara. Apres débat et analyse menés lors d'un grand rassemblement organisé et tenu à l'intention de plusieurs centaines d'habitants-jeunes, femmes, hommes, vieux sages et les Chefs de Localités de ces deux villages, les Chefs des Groupements Pakwong'a et Gossi, tous réunis autour de l'Administrateur du Territoire, du Chef de Chefferie et ses Notables, au stade conflictuel avec l'accompagnement de l'ONG Justice Plus en date du 25./10/2018, avons décidé ce qui suit :

Article 1 : En dater de ce jour, le stade de football conflictuel est dénommé « **Stade Tata NYIPIR III** » ;

Article 2 : Tout stade est un domaine exclusif de l'Etat Congolais, par conséquent il ne peut appartenir à un individu ou à un groupe d'individus ;

Article 3 : Les Jupanyanduru donneront une brebis pour se réconcilier avec le chef de Chefferie qu'ils ont laissé par leur comportement indigne sur ce Stade ;

Article 4 : Deux chèvres seront offertes et mangées ensemble par toutes ces deux communautés en guise de témoignage d'un esprit de communion entre leurs membres ;

Article 5 : Vu que le terrain se trouve en cheval entre les deux villages, il est créé un comité mixte qui aura la charge de veiller sur la sécurisation du Stade avant, pendant et après les matchs de football ; pour y parvenir, il identifiera et fera sanctionner tous les fautifs ;

Article 6 : Conscientiser et dénoncer les jeunes meneurs des désordres ; dans les cas échéants, les faire traduire en justice ;

Article 7 : Les chefs des villages, les Vieux Sages (Jego), les Présidents sportifs des équipes, chacun à ce qui concerne fera large sensibilisation de cette résolution au sein de son groupe et en transmettre le compte-rendu à la Chefferie ou à la hiérarchie ;

Article 8 : Le Président du groupement sportif des War/Palara et le Chef de groupement de Gossi feront le suivi de ces décisions ou résolution ;



Article 9 : Le stade sera ré ouvert si seulement chaque partie aura mis en application toutes ces décisions ;

Article 10 : En cas de non-respect de cette décision, la partie contestante sera à droit de saisir la justice ;

En outre, tous les clubs se trouvant dans ce milieu doivent respecter les décisions ci-haut qui sont appuyées par la correspondance de son Excellence Monsieur le Ministre Provincial de l'information, Jeunesse, Sport, Loisirs, Nouvelle Citoyenneté N°12/PBB-G/135/CABMIN/JSLNCRAP/P/PI/2017 du 06/07/2017 rappela que le stade n'a pas de limite et constitue un des éléments qui présage la présence de l'Etat dans une entité.

Ainsi, pour reconnaissance et engagement, nous leaders de ces deux communautés, posons nos signature au regard de nos noms et post-noms haut listés en annexe.

POUR LE VILLAGE DES UKEBU - PAINGI.

1. Honneur *[Signature]*

2. UKUMU - JULONY *[Signature]*

3. UDON'AO - NGUZE *[Signature]*

Il est approuvé par
l'Administrateur du Territoire

[Signature]
Adel ALINGI - MOKUBA



[Signature]
CHIEF DE CHEFF. DES
UKRIPALARA
[Signature]
THAN'A - UGWARU
NYIPIRA

POUR LE VILLAGE DES DJUPANJANURU.

1. Ukeumu - ALIPACU *[Signature]*

2. Poutua - WANICAN *[Signature]*

3. Ukeuma - JOSEPH *[Signature]*

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
 PROVINCE DE L'ITURI
 TERRITOIRE D'IRUMU
 CHEFFERIE DES W/VONKUTU

ATTESTATION DE CONFIRMATION DE PROPRIETE DE PARCELLE

Je soussigné ANDIBO OKAUME Eugène, Chef de Chefferie des WALESE-VONUTU à Ofay et y résident, atteste par la présente que :

Monsieur (Madame) : COORDINATION I.P.N.P.D
 Né (e) à : _____ le _____
 Fils (Fille) de : _____ Et de : _____
 Etat-Civil : _____ Marié à : _____
 Père (mère) de : _____ Enfant, Profession : COORDINATION
 Originaire du village : OFAY Groupement : BANDAVUICHO
 Chefferie ou Secteur : W/VONKUTU Territoire : IRUMU
 Province : DE L'ITURI
 Nationalité : _____ Résidence actuelle : OFAY

EST RECONNU (E) PROPRIETAIRE DE LA PARCELLE sise sur
 l'avenue : _____ Quartier (localité) : OFAY
 N° : _____ dont la superficie mesure comme suit :

1. ETENDUE :
 • Superficie : _____ Has
 • Longueur : 25 (NINGE-CING) mètres
 • Largeur : 20 (NINGE) mètres

2. ORIENTATION :
 • Nord : BUREAU ADMINISTRATIF
 • Ouest : CAMP ADMINISTRATIF
 • Est : CAMP ADMINISTRATIF
 • Sud : CAMP ADMINISTRATIF

En fois de quoi, la présente lui est délivrée pour la confirmation d'acquisition du propriété de cette parcelle que nous jurons est très sincère et véritable.

Fait à Ofay, le 11/12/2017
 LE CHEF DE CHEFFERIE DES WALESE
 VONKUTU
 ANDIBO OKAUME Eugène
 Grand Chef Coutumier
 N° Tel : +243 994 778 440



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
 PROVINCE DE L'ITURI
 TERRITOIRE D'IRUMU
 CHEFFERIE DES WALESE/VONKUTU
 SERVICE DE L'AGRICULTURE
 PECHR-RURVAGE

PROCES VERBAL DE DELIMITATION D'UNE PARCELLE

Sise à la localité : OFAY
 Groupement : BANDAVUICHO
 Collectivité : CHEFFERIE DES WALESE/VONKUTU
 L'an deux mille dix-huit, le jour de mois de : DECEMBRE
 Nous les TECHNICIERS agronome arpenteur à
 Ofay y Résident : SANGU ATUKANZAKE Agronome de
 Collectivité chefferie de WALESE VONKUTU Officiers de Police judiciaire en
 compétence spéciale en agronomie nous trouvant à la localité OFAY
 Groupement BANDAVUICHO avons procédé ce jour à la délimitation
 de terrain parcelle de COORDINATION I.P.N.P.D dont rubriques Ci-dessous ;

A LIMITES
 Nord : BUREAU ADMINISTRATIF
 Sud : CAMP ADMINISTRATIF
 Est : CAMP ADMINISTRATIF
 Ouest : CAMP ADMINISTRATIF

B ETENDUE
 Longueur : 25 (NINGE-CING) m
 Largeur : 20 (NINGE) m
 Etendue : 20 Has 25 ars 00 cas

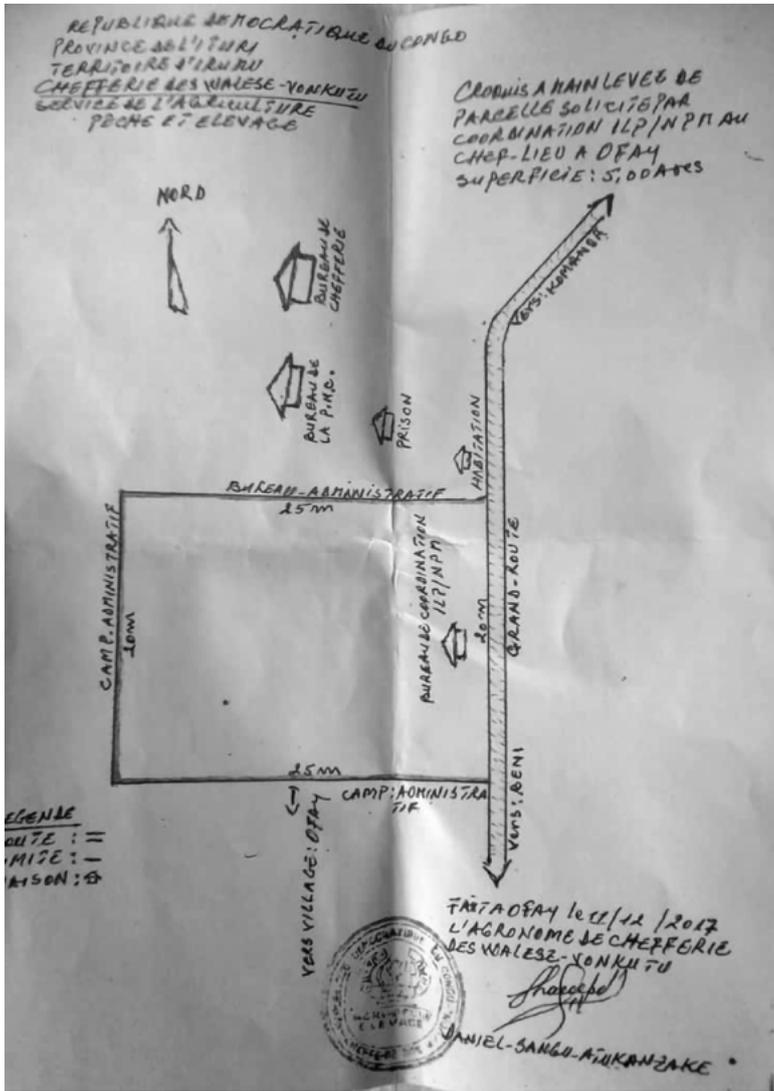
C DESCRIPTION / ORIENTATION
 De Nord à l Ouest : 20 (NINGE) m
 De l Ouest au Sud : 25 (NINGE-CING) m
 De Sud à l Est : 25 (NINGE-CING) m
 De l Est au Nord : 20 (NINGE) m

D PROJETS A REALISER
CONSTRUCTION DES PARCELLES

E AVIS DE SERVICE DE L'AGRICULTURE
 Nous demandons à l intéressé de contacter le service de cadastre pour le
 bornage de terrain et le service foncier pour l octroi de titre d'emphytéoses

Fait à OFAY le 11/12/2017
 L'Agronome Arpenter _____
 L'Agronome de collectivité
SANGU ATUKANZAKE





O'Fay le 10/12/2017

Mimi Chef de Chefferie des Walese-Vonkutu mwanini ANSIBO OKANME EUGENE nana tata akhema ya parcelle 30m sur 25 kura Coordination ya ILP/NP/M ya Bureaux-Cura/Walese Vonkutu kura Chef lieu OFAY ku fwatana na demande de Terrain ya tache C/112/2017.

Faire accord
 Chef de Chefferie des Walese Vonkutu

NEKI
 01917724160
 0825901642

Annex 6

RAPPORT DES INCIDENTS SECURITAIRES COMPILES AU MOIS FEVRIER 2019

Territoire de Djugu

N°	DATE	LIEU	CATEGORIE(S) D'INCIDENT(S)	PRESUME(S) AUTEUR(S)	TRANCHE(S) D'AGE(S)	VICTIME (S)	TRANCHE(S) D'AGE(S)
1	27/01/2019	Village BASSA du Groupement MAYALIBO de la Chefferie de MAMBISA	Agression physique	Civil	Adulte	Civil	Adulte
2	29/01/2019	Centre commercial de MABANGA en Chefferie de NDOOKEBO	Meurtre	PNC	Adulte	Civil	Adulte
3	29/01/2019	Village LOPA en Groupement LOPA Chefferie de BAHEMA BAGURU	Meurtre	Accident		Civil	Adulte
4	01/02/2019	Village DZAGO, Groupement EZEKERE au Secteur de Walendu TATSI	Vol à mains armées	Bandits à mains armées	Adulte	Civil	Adulte
5	01/02/2019	Village DZAGO, Groupement EZEKERE au Secteur de Walendu TATSI	Destruction méchante	Inconnu	Adulte	Civil	Adulte



RESUME FAIT(S)	MESURES PRISES	EVIDENCES	COMMENTAIRES
un groupe de jeunes d'une équipe de football du Village MBIKPA Groupement GOKALU du Secteur de WALENDU DJATSI qui revenait d'un Match de football à PIMBO est attaqué par les jeunes de BASSA qui les ont agressés et blessés	Aucune	En cours	Au sein de la communauté la barbarie gagne les esprits de la population et voir même la police et militaire dans le Territoire de DJUGU. les cas des incendies des agressions physiques et autres cas d'agression, la destruction méchante sont plusieurs fois enregistrés Proposition Que l'autorité de l'Etat soit réinstaurée pour pouvoir sanctionner tous les cas des dérapages ou des pratiques qui vont à la contre de la loi du pays, le service de la police soit redynamisé et installé dans tous le grand centre où il y a des grandes agglomération de la population pour vite intervenir en cas de trouble sécuritaire dans le but d'arrêter tous les commanditaires de trouble au sein de la communauté.
Un élément de la FARDC a tiré à bout portant sur un gérant de boutique qui est décédé sur place, l'auteur est arrêté à la PNC de MABANGA	Aucune	En cours	Idem
Un bucheron est tombé de l'arbre suite au vent violent, La victime est morte sur le champs	Aucune	En cours	Idem
Un groupe de bandit à mains armées a arrêté 6 taximans transporteurs de poissons de retour de KASENYI vers 2 heures du matin, ils ont apporté une moto et une somme importante d'argent dans une destination inconnue	Aucune	En cours	Le port illégal d'arme, la connaissance de la manipulation d'arme par un grand nombre de la population depuis les années 2000 malgré la démobilisation reste la cause directe de trouble de sécurité et le vol à mains armées dans le Territoire de DJUGU. Proposition Que l'Etat congolais instaure le programme de démobilisation et réinsertion pour les assaillants et tous citoyens qui portent les armes
Un champ de manioc d'un civil est incendié par un inconnu à 14 heures dans l'après midi	Aucune	En cours	Au sein de la communauté la barbarie gagne les esprits de la population dans le Territoire de DJUGU. les cas des incendies des agressions physiques et autres cas d'agression sont plusieurs fois enregistrés Proposition Que l'autorité de l'Etat soit réinstaurée pour pouvoir sanctionner tous les cas des dérapages ou des pratiques qui vont à la contre de la loi du pays, le service de la police soit installé dans tous le grand centre où il y a des grandes agglomération de la population pour vite intervenir en cas de trouble sécuritaire dans le but d'arrêter tous les commanditaires de trouble au sein de la communauté

6	01/02/2019	Village LINGA du Groupement EZEKERE au secteur de WALENDU tatsi	Incendie des maisons d'habitation,	Civil	Mineur	Civil	Adulte
	02/02/2019	Chay/MASIKINI Groupement FATAKI en Secteur de WALENDU DJATSI	Viol	Civil	17	Civil	12
7	03/02/2019	Village ALA groupement DZNA Secteur de WALENDU PITSI	Vol à mains armées	Homme à mains armées	Adulte	Civil	Adulte
8		Village TORGESSE EN Chefferie de BAHEMA NORD	Meurtre et Agression physique	Hommes à mains armées(assaillant)	Adulte	Civil et FARDC	Adulte
9	03/02/2019	Village KPANDROMA Groupement ZABU en Secteur de WALENDU PITSI	Agresion Physique	FARDC	Adulte	Civil	Adulte

Vers 15heure de l'après midi, 5maisons d'habitation sont incendiées par le feu de brousse provoqué par un enfant de moin de 5ans	Aucune	En cours	Idem
Une jeune fille agée de 12 ans est violée par Un jeune Homme de 17 ans; la survuvante est identifiée et accompagné par l'APS de FATAKI pour les soins appropriés au Centre deSanté de FATAKI	Aucune	Fiche d'identification de la survivante par l'APS, Fiche de consentement, Billet de référencement et contre référencement aux soins médicaux établi entre APS/FOMI et Centre de Santé de FATAKI	Plusieur cas de viol faite contre les femmes et les jeunes filles sont enregistré sur le Territoire de DJUGU dont les auteurs sont des inconnus ou des civil, les causes seraient la consommation de drogue etles boissons alcoolique prohibée et encore l'impunité d'autres part Proposition Que l'Etat controle et reglémente la vente et consomation de abusive de la Droque et boisson prohibée
Deux jeunes garçons sont tombés dans un embuscade tendu par des hommes à mains armées et ont leurs ravis la moto	Aucune	En cours	Au sein de la communauté la barbarie gagne les esprits de la population dans le Territoire de DJUGU. les cas des incendies des agression physique et autres cas d'agression sont plusieurs fois enregistrés Proposition Que l'autorité de l'Etat soit réinstaurepour pouvoir sanctionner tous les cas des dérapages ou des pratiques qui vont à la contre de la loi du pays, le service de la police soit installé dans tous le grand centre où il y a des grandes agglomération de la population pour vite intervenir en cas de trouble sécuritaire dans le but d'arreter tous les commanditeurs de trouble au sein de la communauté
Attaque de la position des éléments de la marine de la FARDC dans la quelle deux millitaires FARDC tués, deux civils blessés et six assaillants tués et six autres blessés	Aucune	En cours	Il est constaté que les éléments de la FARDC vivent dans la distraction au sein des communautés où ils sont installés dans le but de la sécurité c'est pourquoi plusieurs fois ils sont surpris par les assaillants. Sous l'effet de consommation des boissons alcoolique prohibées Certains perdent leurs armes ou les abandonnent ou tire à bout portant sur le civil pendant en cas des désaccords sous l'ivresse. Il ne s'occupent plus de leurs roles. Proposition: Que l'Etat organise les séances permanantes de recyclage des éléments de la FARDC pour leurs rappeler chaque fois leurs roles et missions au sein de la communauté.
Un Militaire FARDC en étant d'ivresse a tiré sur le civil gravement blessé est conduit à l'hospital et le militaire arrêté	Aucune	En cours	Malgres le contenu de l'accord entre le Gouvernement et la FRPI, ceux dernier continus à faire des exactions contre le civil et les institution publique Proposition que l'Etat congolais accelere le processus de la démobilisation des éléments de la FRPI;

9	04/02/2019	Village MADJE sur la route KASENYI au pied de la montagne Groupement EZEKERE au Secteur de WALENDU TATSI	Destruction méchante	FRPI	Adulte	Civil	Adulte
10	05/02/2019	Village LOPA, Groupement LOPA en chefferie de BAHEMA BAGURU	Viol	Civil	Adulte	Civil	Mineure
	07/02/2019	Village KODA Groupement LUVANGIRE en Chefferie de BAHEMA NORD	Viol	Civil	Adulte	Civil	Adulte
11	08/02/2019	Village NDOGBE Groupement BUKU en Chefferie de BAHEMA NORD	Agression Physique	Hommes à mains armées	Adulte	Civil	Adulte
12	08/02/2019	Village NZADDA Du Groupement GOBI du Secteur de WALENDU TATSI	Agression Physique	Homme à mains armées	Adulte	Civil	Adulte

<p>Les éléments de la FRPI ont fait l'incursion dans le village et ont détruit certains biens et matériels du bureau de la DGRPI et ont tiré plusieurs coups de balles</p>	<p>Aucune</p>	<p>En cours</p>	<p>Malgres le contenu de l'accord entre le Gouvernement et la FRPI, ceux dernier continus à faire des exactions contre le civil et les institution publique Proposition que l'Etat congolais accelère le processus de la démobilisation des éléments de la FRPI;</p>
<p>Une jeune fille agée de 16 ans est violée par quatre hommes dans un lieu de déuil à Lopa,et il y a eu des coups des feu tirés à l'air par la police pour maitriser les auteurs ,L'un des ces auteurs est arrêté par la Police de Lopa.</p>	<p>Aucune</p>	<p>Fiche d'identification de la survivante par l'APS, Fiche de consentement, Billet de référencement et contre référencement aux soins médicaux établi entre APS/FOMI et SOFEPADI</p>	<p>Plusieur cas de viol faite contre les femmes et les jeunes filles sont enregistré sur le Territoire de DJUGU dont les auteurs sont des inconnus ou des civil, les causes seraient la consommation de drogue etles boissons alcoolique prohibée et encore l'impunité d'autres part Proposition Que l'Etat controle et reglémente la vente et consomation de abusive de la Drogue et boisson prohibée</p>
<p>Un jeune fille déplacée est violé par un homme civil</p>	<p>Aucune</p>	<p>Fiche d'identification de la survivante par l'APS, Fiche de consentement, Billet de référencement et contre référencement aux soins médicaux établi entre APS/FOMI et SOFEPADI</p>	<p>Idem</p>
<p>Un Groupe d'homme à mains armées a découpé les deux mains d'une femme dans son champ, Elle est accompagné aux soins appropriés à L'Hopital Général de Référence de DRODRO</p>	<p>Aucune</p>	<p>En cours</p>	<p>Au sein de la communauté la barbarie gagne les esprits de la population dans le Territoire de DJUGU. les cas des incendies des agression physique et autres cas d'agression sont plusieurs fois enregistrés Proposition Que l'autorité de l'Etat soit réinstaurepour pouvoir sanctionner tous les cas des dérapages ou des pratiques qui vont à la contre de la loi du pays, le service de la police soit installé dans tous le grand centre où il y a des grandes agglomération de la population pour vite intervenir en cas de trouble sécuritaire dans le but d'arreter tous les commanditeurs de trouble au sein de la communauté</p>
<p>Les hommes à mains armées ont attaqué un vendeur de poisson sur la route de la région du Lac Albert, Il est coupé à l'aide de la machette à la tete et suit les soins appropriés à l'Hopital Général de Référence de DRODRO</p>	<p>Aucune</p>	<p>En cours</p>	<p>Idem</p>

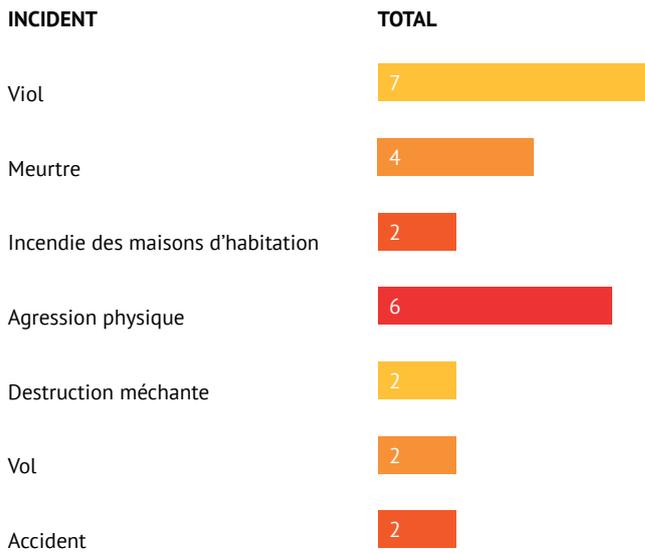
	09/02/2019	Village GOKPA 2 Groupement BUDU	Viol	Civil	Adulte	Civil	25
	09/02/2019	Village KAMBE Groupement MALABO en Chefferie de Bahema Nord	Viol	Civil	13	Civil	Adulte
13	10/02/2019	Village NGBALA Groupement EZEKERE en Secteur DE WALENDU TATSI	Incendie des maisons d'Habitation	Inconnu	Adulte	Civil	Adulte
14	13/02/2019	Village: LACHU Groupement: Fataki Secteur de WALENDU DJATSI	VIOL et Agression physique	Inconnu	Adulte	Civil	Adulte
15	15/02/2019	Carrière BASISI du village TSIDDABO Groupement LOPA	Accident	Inconnu	Adulte	Civil	Adulte
	16/02/2019	Village LIMBU, Goupement MALABO en Chefferie d e bahema Nord	Viol	Civil	18	Civil	6

Il y eu viol d'une femme par un homme adulte	Aucune	Fiche d'identification de la survivante par l'APS, Fiche de consentement, Billet de référencement et contre référencement aux soins médicaux établi entre APS/FOMI et Centre de Santé de MASUMBUKO	Plusieur cas de viol faite contre les femmes et les jeunes filles sont enregistré sur le Territoire de DJUGU dont les auteurs sont des inconnus ou des civil, les causes seraient la consommation de drogue etles boissons alcoolique prohibée et encore l'impunité d'autres part Proposition Que l'Etat controle et reglémente la vente et consomation de abusive de la Drogue et boisson prohibée
Un e fille de 13 ans est violée par lun adulte	Aucune	Fiche d'identification de la survivante par l'APS, Fiche de consentement, Billet de référencement et contre référencement aux soins médicaux établi entre APS/FOMI et SOFEPADI	Idem
A milieu de la Nuit la maison du chef du Village est incendiée par des inconnus	Aucune	En cours	Idem
La victime a rencontré l'auteur sur la route qui l'a brutalisé et violé	Aucune	Fiche d'identification de la survivante par l'APS, Fiche de consentement, Billet de référencement et contre référencement aux soins médicaux établi entre APS/FOMI et le Centre de Santé de FATAKI	Plusieur cas de viol faite contre les femmes et les jeunes filles sont enregistré sur le Territoire de DJUGU dont les auteurs sont des inconnus ou des civil, les causes seraient la consommation de drogue etles boissons alcoolique prohibée et encore l'impunité d'autres part Proposition Que l'Etat controle et reglémente la vente et consomation de abusive de la Drogue et boisson prohibée
Trois personnes blessées légèrement et un orpailleur cassé à la jambe	Aucune	En cours	Exploitation de l'or n'est pas suffisamment controlé par l'Etat, les exploitants s'organisent de leurs manières sans tenir compte de norme pour subvenir à leur besoin. Proposition Que l'Etat contrôle l'exploitation artisanale pour metre à l'abri de tout les danger les exploitant
Un enfant mineur de 6 ans est violée par un homme adulte. Elle est accompagnée pour les soins appropriés chez SOFEPADI	Aucune	Fiche d'identification de la survivante par l'APS, Fiche de consentement, Billet de référencement et contre référencement aux soins médicaux établi entre APS/FOMI et SOFEPADI	Plusieur cas de viol faite contre les femmes et les jeunes filles sont enregistré sur le Territoire de DJUGU dont les auteurs sont des inconnus ou des civil, les causes seraient la consommation de drogue etles boissons alcoolique prohibée et encore l'impunité d'autres part Proposition Que l'Etat controle et reglémente la vente et consomation de abusive de la Drogue et boisson prohibée

16	20/02/2019	Village MUVURAMU Groupement BUKU Chefferie BAHE-MA NORD	Meurtre	Inconnu	Adulte	Civil	Adulte
----	------------	---	---------	---------	--------	-------	--------

Annex 6 - Total

ANALYSE DES INCIDENTS SECURITAIRES DU TERRITOIRE DE DJUGU MOIS DE JANVIER 2019



7 corps sans vie sont retrouvés au bord du Lac Albert

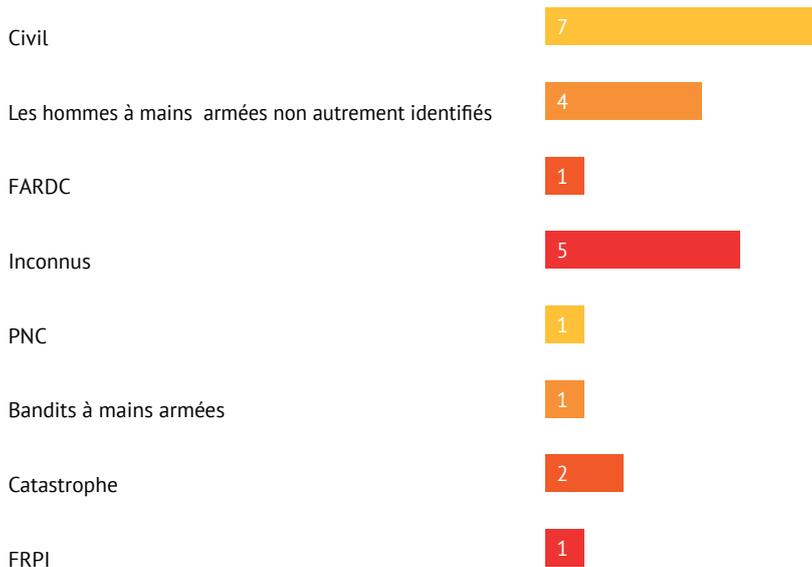
Aucune

En cours

Les assaillants multiplient les exactions au bord du Lac Albert contre la population civil, Plusieurs cas isolés de tueries sont observés, il serait possible que ce soit les assaillants qui se sont retirés dans la chaîne des montagnes où ils sont cachés Proposition Que la FARDC renforce les patrouilles sur la chaîne de montagne et le long du Lac Albert pour démanteler la base des assaillants

AUTEUR

TOTAL



COMMENTAIRE

7 catégories des incidents sont enregistrés dans le territoire de Djugu au mois de Février: 7 cas de viol, 4 meurtres; 2 incendies des maisons, 6 agressions physiques, 2 vols, 2 destructions de biens et 2 accidents de circulation.

Les auteurs sont respectivement de civil, inconnus, Homme à mains armées bandits à mains armées, éléments de la PNC et de la FARDC.

La principale victime ciblée reste la population civile

10. Liste des documents produits

Bakker, J. et Kambale Kikwaya G. (2016) « **Acteurs de sécurité ou d'insécurité ?** » Rapport de l'étude de base effectuée en Ituri.

Compilé par Nsekuye D. (2016) « **La Société Civile et le Plaidoyer** » Manuel pratique pour le plaidoyer.

Kikwaya G. (2016) « **Etude sur la friction entre les jeunes et les acteurs de sécurité en Territoire d'Aru, Province de l'Ituri** » Cas des groupes des jeunes Sakumuna et Armée Rouge.

Justice Plus (2017), « **Conflits fonciers en Ituri** » Rapport d'étude foncière dans les territoires d'Irumu, Djugu, Mahagi et Aru exécuté en Province d'Ituri.

Ensemble C'est Possible/Pamoja Inawezekana (2018)

Dépliant pour les membres des communautés d'Ituri sur le fonctionnement du consortium CISPE.

Bakker, J. et Kikwaya G. (2018) « **Pays des Trois Collines** » Les Risques sécuritaires dans une zone de refuge transfrontalière au Nord d'Aru, RDC.

Sungura, A., Van Soest, B. et Kitonga, L. (2019) « **Résurgence des violences en Ituri ? La Crise de Djugu de 2018** ».

Van Leeuwen, M., Mvano, C. et Kikwaya G. (2019) *Une étude comparative sur le fonctionnement des Structures de Pais en Ituri et au Nord Kivu restant à finaliser*



PAX

Sint Jacobsstraat 12
3511 BS Utrecht
The Netherlands

www.paxforpeace.nl
info@paxforpeace.nl

+31 (0)30 233 33 46
P.O. Box 19318
3501 DH Utrecht
The Netherlands